



Le pape Léon XIV dans les pas de François

Le cardinal états-unien Robert Francis Prevost a été élu au terme d'un conclave de quelques heures. Il a lancé un « appel de paix » à « tous les peuples ». P. 13

ALBERTO PIZZOLI / AFP

VENDREDI 9, SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 MAI 2025 | N° 24189 | 2,90 € | www.humanite.fr

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS



GAZA LE SPECTRE D'UNE DESTRUCTION TOTALE

Tel-Aviv affirme vouloir réoccuper le territoire palestinien, en proie à la famine et aux bombardements. Un « génocide sponsorisé par l'abandon du monde entier », dénonce Hala Abou Hassira, ambassadrice de Palestine en France. P. 2



JACK GUEZ / AFP

1945-2025 En pages centrales, une reproduction de la une de *l'Humanité* du 9 mai 1945.





ÉDITORIAL

PAR MAURICE
ULRICH

À front renversé

Quatre-vingts ans après la victoire des Alliés et des peuples sur le nazisme et les fascismes, l'histoire semble s'écrire à front renversé. L'image la plus symbolique pourrait en être le salut nazi de l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, considéré à ce moment-là comme le coprésident du pays le plus puissant du monde. La réalité la plus tragique, la plus douloureuse aussi de ce renversement, ce pourrait être la volonté de Netanyahu et des fascistes qui le soutiennent, à la tête du pays créé après la «solution finale», d'en finir avec Gaza et les Palestiniens qui y vivent encore dans les conditions catastrophiques, dont s'insurge une part de l'opinion mondiale, mais qui ne semblent pas troubler nombre des «grands» du monde. Le retournement encore, c'est la Russie, où Poutine entend se réclamer cyniquement du rôle majeur de l'URSS dans le cours de la Seconde Guerre mondiale, au prix de 25 millions de morts, pour justifier l'agression de l'Ukraine.

Conscient du désordre du monde, le pape Léon XIV en a appelé à la paix.

En France, les dirigeants du Rassemblement national, continuateurs d'un parti créé par des SS, se prétendent lavés d'un antisémitisme obsessionnel et fondateur, remplacé par la haine des musulmans et des immigrés. La droite se sent pousser des ailes depuis la victoire de Trump et entend discréditer, sous l'étiquette du «wokisme», toutes les opinions progressistes comme ce qui reste de l'héritage du Conseil national de la Résistance, mis à mal par les politiques libérales, de Mitterrand à Macron.

Les États-Unis semblaient pour beaucoup, même à tort, un pôle de référence de la démocratie et de la modernité. Depuis le retour à la présidence de Trump, ils font peur. Leur rivalité avec la Chine fait planer la menace d'un affrontement dont les conséquences pourraient être incommensurables, alors que le rôle de l'ONU est bafoué aussi bien par les Russes que par les Américains. Un nouveau foyer de tension a repris entre l'Inde et le Pakistan. Le nouveau pape, Léon XIV, américain de naissance et qui semble conscient du désordre du monde, en a appelé à la paix. Albert Camus avait dit que, plus que refaire le monde, notre tâche était d'empêcher qu'il ne se défasse. Sans doute nous devons mener les deux de front. ■

Le plan criminel de Netanyahu

PALESTINE Les habitants de la bande de Gaza ont faim et meurent sous les bombes. Tel-Aviv annonce pourtant vouloir réoccuper ce territoire. Une possible stratégie de survie pour le premier ministre israélien alors que Donald Trump se rend en Arabie saoudite la semaine prochaine.

Jusqu'à quand ? L'assaut continu sur la bande de Gaza intervient dans un contexte d'inquiétude croissante. Le blocus total de l'aide humanitaire, décreté par Israël, aggrave une situation déjà catastrophique. Présentes sur place, les agences humanitaires dénoncent la pénurie de nourriture et de fournitures et alertent sur une situation de famine inédite. Prévus pour traiter et prévenir la malnutrition, les stocks de médicaments s'épuisent rapidement, tandis que les cas avérés de sous-alimentation gravissime se multiplient. Dans la bande de Gaza, le prix du peu de nourriture encore disponible sur le marché est inabordable pour la plupart des habitants, dans un territoire où, selon les Nations unies, plus de 80 % de la population dépend de l'aide humanitaire. De plus en plus d'organisations accusent désormais Israël d'utiliser la famine comme arme de guerre.

Les images qui nous parviennent sont terribles. Des enfants aux joues creusées, les orbites enfoncées, les os saillants et le corps décharné, leurs mères souvent en pleurs à leurs côtés ou les tenant, sans vie, dans leurs bras. Dans le sud de la bande de Gaza, devant une cantine caritative devenue l'un des seuls lieux de distribution alimentaire et dans une cohue désespérée, des gamins font des allers-retours, parfois sur plusieurs kilomètres, casserole ou seau d'eau à la main, jusqu'à leur tente de fortune. Un déplacement à hauts risques car les bombardements israéliens – qui ont repris le 18 mars en violation du cessez-le-feu – s'intensifient. Entre mercredi et jeudi, plus de 100 personnes ont perdu la vie, selon des responsables médicaux.

Ce qui n'empêche pas les autorités israéliennes d'affirmer que Gaza disposerait d'une aide suffisante. Elles ont même accusé le Hamas de détourner l'aide à ses propres fins. Peu importe pour Tel-Aviv que les travailleurs humanitaires eux-mêmes nient tout détournement important,

faisant remarquer que l'ONU surveille rigoureusement la distribution : Benyamin Netanyahu et son gouvernement refusent de laisser entrer les marchandises nécessaires. Le plan du premier ministre israélien et de ses ministres, notamment ceux d'extrême droite, consiste à poursuivre ce blocus total imposé depuis le 2 mars, au prétexte de faire pression sur le Hamas afin que soient libérés les Israéliens toujours détenus dans le territoire palestinien. Sur les 59 otages, 24 seraient encore en vie.

LE DÉPLACEMENT DE CENTAINES DE MILLIERS DE PALESTINIENS VERS LE SUD DE L'ENCLAVE

De plus en plus isolé sur la scène internationale, Benyamin Netanyahu opte pour la fuite en avant. Pour l'heure, sans qu'aucun État n'ait pris de mesures concrètes pour empêcher le génocide en cours. Une stratégie qui permet au premier ministre israélien de préserver l'essentiel du but réel de cette guerre : refuser l'autodétermination du peuple palestinien et, donc, la création d'un État. C'est dans ce contexte que, le 5 mai, Tel-Aviv annonçait l'approbation d'un plan visant à s'emparer totalement de la bande de Gaza pour une durée indéterminée. Un plan de « conquête », qui prévoit également le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens vers le sud de l'enclave. « *Dans quelques mois, nous pourrons déclarer que nous avons gagné. Gaza sera totalement détruite* », affirmait le lendemain, lors d'un colloque dans la colonie israélienne d'Ofra, en Cisjordanie occupée, Bezalel Smotrich, ministre des Finances d'extrême droite. Avant de détailler : « *Dans six mois, le Hamas n'existera plus comme entité fonctionnelle... La population de Gaza sera concentrée au sud du corridor de Morag (qui coupe la bande de terre d'est en ouest, isolant Rafah de Khan Younès plus au nord - NDLR). Le reste du territoire sera vide.* » Dans un discours criminel, il conclut : « *Les citoyens de Gaza seront concentrés dans le Sud. Ils seront totalement*



Le 7 mai
au camp
de réfugiés
d'al-Bureij,
après une frappe
aérienne
sur une école
accueillant
des personnes
déplacées.

AHMED IBRAHIM / APAIMAGES / SIPA

désespérés, comprendront qu'il n'y a plus d'espoir ni rien à attendre de ce territoire, et chercheront à se relocaliser pour commencer une nouvelle vie ailleurs. »

Ce plan a-t-il reçu l'aval des États-Unis ? C'est évidemment la question essentielle. Les signaux sont contradictoires et l'administration Trump, comme le président lui-même, manie les effets d'annonce. Le tournant des négociations entre Washington et Téhéran a été un choc pour Netanyahu, qui s'était rendu, en avril, outre-Atlantique pour demander le soutien du milliardaire aux frappes militaires sur les installations nucléaires iraniennes. Un échec. De même, l'accord annoncé entre l'administration états-unienne et les houthis du Yémen ne plaît guère aux autorités israéliennes. Washington aurait obtenu que les groupes yéménites ne visent pas les navires états-uniens franchissant le détroit d'Ormuz ou se trouvant dans le golfe Persique. De leur côté, les États-Unis ne bombarderont plus les bases houthis. Le 8 mai, le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a encore menacé l'Iran. « Vous êtes directement responsables. Ce que nous avons fait au Hezbollah à Beyrouth, au Hamas à Gaza, à Assad à Damas, nous vous le ferons aussi à Téhéran. »

Les images sont terribles. Des enfants aux joues creusées, le corps décharné.

Donald Trump doit se rendre au Moyen-Orient du 13 au 16 mai, avec des escales prévues en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis. Il a d'ores et déjà promis une mystérieuse « très, très grande annonce » avant son départ. « Je ne dis pas qu'il s'agit nécessairement de commerce », a-t-il précisé quelques jours plus tard. « Une escalade de la violence à Gaza serait frustrante pour M. Trump, qui lui rappellerait brutalement qu'il n'a pas réussi à instaurer la paix promise », souligne le New York Times, ajoutant qu'« il est toutefois possible que M. Trump ait perdu patience et se réjouisse des discussions en Israël sur la façon d'infliger un coup final et dévastateur au Hamas, ce qui, d'après M. Netanyahu, constituerait, selon ses responsables militaires, "les dernières mesures" de la guerre. »

LES NÉGOCIATIONS SE POURSUVENT DE FAÇON INDIRECTE ENTRE LE HAMAS ET ISRAËL

Il se pourrait néanmoins que Tel-Aviv pousse ses pions au maximum, en tout cas dans les annonces, pour pouvoir négocier plus facilement. La mise en œuvre du plan de contrôle total de Gaza n'interviendra très probablement pas durant le déplacement moyen-oriental du président états-unien. Or, dans ce climat corrosif,

les négociations se poursuivent de façon indirecte entre le Hamas et Israël, pouvant potentiellement déboucher sur un cessez-le-feu. Le Forum israélien des familles des otages et des disparus a exhorté son gouvernement à donner la priorité à leur libération et à conclure rapidement un accord. Une volonté qui s'exprime de plus en plus fortement dans les rues du pays. Lors d'une réunion de la commission de la Knesset, le 5 mai, Einav Zangauker, dont le fils Matan est retenu en otage, a appelé les soldats à « ne pas se présenter à leur service de réserve pour des raisons morales et éthiques ».

Plus globalement, nombreuses sont désormais les voix, y compris officielles, qui plaident pour entraver, par tous les moyens, la stratégie israélienne. Pour Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens, dont le mandat vient d'être renouvelé, « il est temps d'imposer un embargo sur les armes et des sanctions à Israël, et de déployer d'urgence une force de protection composée de soldats amis (et non d'États ayant soutenu le génocide) ». Elle invoque notamment la résolution 377/A des Nations unies, votée le 3 novembre 1950. Cette résolution a été conçue pour fournir à l'ONU une voie d'action alternative lorsque au moins un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité utilise son veto pour empêcher cette instance de s'acquitter de ses fonctions mandatées par la charte des Nations unies.

Le 2 juin, une conférence internationale pour la Palestine, placée sous l'égide de l'ONU et coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, doit se tenir à New York. Emmanuel Macron a fait savoir qu'à cette occasion il pourrait reconnaître l'État de Palestine. Netanyahu va tout faire pour saboter cette hypothèse et cette conférence. Mais le massacre à Gaza ne prendra fin qu'à condition que les États du monde se présentent en rempart réel avec, comme arme, le droit international. ■

PIERRE BARBANCEY

JÉRUSALEM-EST ISRAËL FERME DES ÉCOLES DE L'UNRWA

La police israélienne a fermé, jeudi, des écoles des Nations unies dans le camp de réfugiés à Jérusalem-est occupée et annexée, trois mois après l'entrée en vigueur de l'interdiction par Israël des activités, sur son sol, de l'agence

onusienne pour les réfugiés palestiniens (Unrwa). Les policiers sont entrés dans les classes et ont expulsé les enfants présents dans deux écoles. Quelque 550 élèves âgés de 6 à 15 ans, visiblement émus et choqués, étaient alors présents.

Les forces d'occupation ont placardé un ordre de fermeture, lequel stipule qu'à partir du 8 mai 2025 ces établissements ne fonctionneront plus, empêchant ainsi les jeunes Palestiniens de poursuivre leur scolarité.

Dans quelle situation se trouve la population de Gaza après dix-neuf mois de bombardements, de déplacements, de famine ? Je ne trouve plus les mots pour décrire ce qu'il se passe à Gaza. Un seul terme qualifie les dix-neuf mois passés : c'est un génocide déclaré et assumé, sponsorisé par l'abandon du monde entier. Israël a réussi à rendre cette partie du monde invivable, par la destruction totale de l'ensemble des hôpitaux et des habitations. Par l'assassinat de plus de 65 000 Palestiniens, sans compter les 120 000 autres blessés, condamnés à la mort faute de soins médicaux. La famine n'est pas nouvelle, elle faisait partie de la stratégie israélienne dès le départ. Aujourd'hui, pas une goutte d'eau, pas un gramme de nourriture, pas de fioul, pas de médicaments, rien ne rentre. C'est la concrétisation du crime de génocide, de la barbarie exercée contre une population civile. 2,3 millions de personnes font face aujourd'hui à une mort imminente. Chaque seconde compte.

Comment analysez-vous les récentes déclarations du gouvernement israélien, de Benyamin Netanyahu en passant par le ministre Bezalel Smotrich, qui promettait mardi la « destruction totale de Gaza » ?

Cela correspond à leurs propos d'il y a dix-neuf mois. Le projet israélien n'a jamais changé, il a toujours été assumé. Netanyahu et sa coalition fasciste veulent l'annexion totale de la bande de Gaza. Le projet, c'est de vider le territoire de sa population en la forçant à le quitter, après l'avoir rendu inhabitable. Il n'y a pas de départ volontaire ; toute expulsion se fait par la force. Ce que Netanyahu est en train de faire est une déportation, une flagrante violation du droit international, un crime de guerre et un crime contre l'humanité. La bande de Gaza appartient à son peuple, aux Palestiniens. Notre terre n'est pas un projet immobilier.

Face aux crimes qui se poursuivent dans l'enclave, que pensez-vous du manque d'intervention des pays occidentaux, ainsi que des pays arabes ?

C'est la politique du deux poids, deux mesures, de l'hypocrisie totale. Je crois qu'aux yeux de l'exécutif international la vie des Palestiniens ne vaut pas la vie de quiconque sur cette Terre, ils sont une exception. Le système international est paralysé et mis en échec, il n'a rien fait pour imposer le respect du droit international. J'espère que de ce moment très grave pour nous et pour l'humanité tout entière émergera quelque chose. On est en train de voir un petit réveil, mais ça ne suffit pas. Aujourd'hui, le soutien direct ou indirect à Israël domine dans l'exercice de ses crimes de guerre. Cela doit cesser. Il est temps de mettre en œuvre une intervention concrète qui mettrait un terme au nettoyage ethnique de

« 2,3 millions de personnes face à une mort imminente »

Ambassadrice de Palestine en France, **Hala Abou Hassira** exhorte la France et la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement de Benyamin Netanyahu pour faire cesser ses crimes.



Des enfants attendant la distribution de nourriture, à Gaza, le 7 mai.
KHASAN ALZAANIN/ZUMA/SIPA

l'ensemble du peuple palestinien, dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, et y compris à Jérusalem-Est.

Sanctionner Benyamin Netanyahu, n'est-ce pas ce que doivent porter la France et les pays européens ?

L'urgence, c'est de stopper le massacre en cours. Arrêter Netanyahu, c'est une évidence et même une exigence juridique de la CPI. On attend de la France qu'elle œuvre – comme elle l'a fait au Liban – pour un cessez-le-feu immédiat. Il n'est pas possible qu'aucun pays dans le monde entier n'arrive à faire entrer un seul camion de nourriture et de médicaments dans la bande de Gaza. Il faut ouvrir un couloir humanitaire et essayer de sauver ce qu'on peut

sauver. Puis reconstruire la bande de Gaza selon le plan qui a été adopté au sommet arabe le 5 mars, accueilli favorablement par l'ensemble des pays européens, notamment par la France.

Sanctionner l'État d'Israël relève d'une obligation qui incombe aux États membres des Nations unies. Personne ne peut fuir ses responsabilités. Chaque État dispose de leviers, politiques, économiques, diplomatiques. Par exemple un embargo sur la fourniture d'armes. La France doit également travailler sur une voie politique qui se concrétiserait lors de la conférence onusienne de juin sur la solution à deux États. Il faut la reconnaissance de l'État de Palestine par l'ensemble des États qui ne l'ont toujours pas fait et qui tardent à le faire, avant qu'il ne soit trop tard. Il faut dire aux Palestiniens : vous existez et vous méritez l'exercice de votre droit inaliénable à l'autodétermination.

Donald Trump a promis de grandes annonces en marge de son déplacement au Moyen-Orient. Qu'en attendez-vous ?

Nous attendons de lui un véritable engagement pour parvenir à arrêter les massacres. Ma crainte, et on l'a bien vu avec les déclarations de Trump, c'est qu'il aspire à contrôler la bande de Gaza, lui qui la résume à un projet immobilier. L'gravité de cette alliance américaine et israélienne, c'est l'existence d'un même projet colonial illégal. Nous appelons les Américains à se raisonner. S'ils veulent une vraie stabilité dans la région, elle ne peut passer que par la concrétisation de la solution à deux États et par la fin de l'apartheid israélien, et non par un soutien à cette politique. J'espère que le président américain va entendre les messages très clairs des pays arabes sur la nécessité et le préalable à la paix qu'est la justice pour le peuple palestinien dans son État indépendant. ■



HALA ABOU HASSIRA
Ambassadrice de Palestine en France

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ANTOINE PORTOLES

«La vie, ce n'est pas d'attendre que les orages passent, c'est d'apprendre comment danser sous la pluie.»

Sénèque

L'HOMME DU JOUR



Gianluigi Donnarumma

Magistral, le gardien du PSG a été l'homme du match, mercredi 7 mai, lors de la victoire 2-1 en demi-finale retour de Ligue des champions face à Arsenal. Après une belle performance lors du succès ramené de Londres (0-1) à l'aller, Gianluigi Donnarumma a permis au PSG de ne pas sombrer au Parc des Princes en réalisant de nombreux arrêts décisifs. Critiqué lors du 8^e de finale aller face à Liverpool, le portier italien de 26 ans a su retrouver son meilleur niveau, celui de l'Euro en 2021, où il avait été nommé meilleur joueur de la compétition remportée par la Squadra azzurra. Auteur d'une prestation remarquable à Anfield au match retour face à Liverpool, où il avait arrêté deux tirs au but, il a ensuite été précieux en quart de finale retour contre Aston Villa (défaite 3-2). De bon augure pour la finale face à l'Inter Milan le 31 mai, à Munich. ■

NICOLAS GUILLERMIN

! **C'EST UN SCANDALE**

Rachida Dati ne craint pas le ridicule

À court d'arguments pour défendre sa réforme de holding de l'audiovisuel public qui patine depuis des mois, la ministre de la Culture, invitée de la matinale de France Inter le 7 mai, a persisté dans le déni jusqu'au ridicule et l'agressivité. «Cette actrice sur 12 centimètres de talons à semelles rouges qui donne des leçons de précarité», a-t-elle lancé à propos de la comédienne qui l'a interpellée aux Molières. Malgré les audiences record de France Inter – notamment chez les moins de 25 ans –, elle a osé ce méprisant «club de CSP+ et de plus âgé» à l'adresse de la radio, alors que Mouv', dédié aux jeunes, cesse d'émettre au nom de l'austérité budgétaire. Rachida Dati prétend que sa réforme «commence à faire consensus» en dépit, rappelle la CGT du secteur, des grèves suivies des salariés et d'une pétition de soutien de citoyens et d'élus qui dépasse 100 000 signatures.

L'œil de Soph'

MACRON VEUT LANCER UNE CONVENTION CITOYENNE SUR LES RYTHMES SCOLAIRES



LA BONNE NOUVELLE Une première victoire dans la lutte contre les déserts médicaux

Les médecins vont-ils être bientôt contraints de s'installer prioritairement sur les territoires sous-dotés en professionnels de santé ? La proposition de loi qui souhaite réguler leur installation, portée par le député PS Guillaume Garot, a été adoptée en première lecture à l'Assemblée mercredi 7 mai. Un premier pas, donc, dans la lutte contre les déserts médicaux. Mais le texte, qui a recueilli 99 voix pour et 9 contre, doit encore être examiné au Sénat à l'automne, où il risque de se frotter à l'avis défavorable du gouvernement

et de la droite sénatoriale. Celle-ci a déposé une proposition concurrente, à laquelle l'exécutif tente de greffer ses éléments depuis une semaine. Portée par Philippe Mouiller (LR), elle est notamment en faveur d'une mise sous condition de l'installation des généralistes à un temps partiel dans des zones sous-dotées et sera débattue la semaine prochaine. En attendant, une victoire est une victoire : une «étape importante» pour «stopper l'aggravation des inégalités», s'est félicité Guillaume Garot. ■

ELORA MAZZINI

► L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Économie Auditionné par la commission d'enquête du Sénat sur les aides publiques aux entreprises, Bruno Le Maire a décrit combien tout allait mal depuis qu'il a quitté le gouvernement. Pour l'ancien ministre de l'Économie, les aides publiques, «c'est l'État qui redonne d'une main ce qu'il a pris de l'autre, des prélèvements obligatoires confiscatoires», des «compensations de charges, de taxes excessives»... **Solidarité** Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté, le 7 mai, pour exiger la régularisation de Cynthia, une Congolaise étudiante à Créteil, et la fin de la maltraitance préfectorale à l'égard des immigrés. La jeune femme de 24 ans est menacée d'expulsion du territoire alors qu'elle vit et étudie en France depuis dix ans.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Un peu Orbi aussi...

Ils étaient depuis plusieurs jours à la une de la presse internationale. 133 hommes, dont l'âge va de 45 à 79 ans, avec une moyenne de 70 ans, vêtus d'une robe blanche à dentelles et de pourpre, en référence au sang du Christ, investis de la sainte mission d'élire parmi eux le nouveau pape. Dans le film *Conclave* (2024), ils finissaient, sans le savoir, par choisir un pape hermaphrodite, ce qui semble ne pas être le cas. On peut le penser du moins quand bien même la culture du secret semble tout aussi consubstantielle à l'Église que le fils l'est au père et l'hostie l'est au fils. La fumée était blanche donc pour Robert Francis Prevost, qui en choisissant le nom de Léon XIV semble bien s'inscrire dans la continuité de François. Voilà l'homme appelé à inspirer la vie spirituelle de centaines de millions de Chrétiens, à se prononcer sur la guerre et la paix, l'homosexualité, la fin de vie, l'IVG, la place des femmes ubri et un peu orbi aussi. Même avec l'aide supposée de Dieu, ça fait beaucoup pour un seul homme. ■

► COUP DE PROJECTEUR

Vers un antidote contre les morsures de serpents

Le laboratoire californien Centivax s'est engagé à mettre au point un traitement universel contre le venin de serpents, responsable de plus de 100 000 décès et 200 000 handicaps par an dans le monde, selon l'OMS. L'espoir du remède provient de deux anticorps extraits du sang de Tim Friede, un Américain passionné par les reptiles. Il a développé une immunité unique en s'injectant volontairement, pendant dix-huit ans, plus de 200 doses de venin. Associés à une autre molécule, ces anticorps feraient un rempart efficace au venin de 19 espèces de serpents, comme le démontre le succès de l'expérimentation sur les souris. En attendant les essais sur l'homme et peut-être la solution à un fléau de santé publique qui touche surtout l'Afrique subsaharienne et l'Inde, dans un contexte d'abandon de la recherche sur les vaccins.

« Le 8 mai 1945, loin d'une mémoire paisible »



ENTRETIEN

Le 8 mai, à Paris, Emmanuel

COMMÉMORATION À l'occasion des 80 ans de la capitulation nazie, l'historien **Nicolas Offenstadt**, chroniqueur à *l'Humanité*, revient sur ce que symbolise cette date à travers plusieurs dimensions.

Nous avons célébré les 80 ans du 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne nazie. Pourquoi cette date est-elle si ancrée dans notre mémoire collective et commémorée chaque année ? Elle signifie la fin de la barbarie nazie et de la guerre qu'elle a déclenchée. Dès lors, elle comporte un aspect international immédiat, elle peut concerner toutes les populations qui en ont été victimes, toutes les nations qui ont été touchées par la guerre, même si des dates différentes sont retenues pour la commémoration de la fin de la guerre, même si elle est loin de faire consensus.

Est-ce une date de basculement, de sortie de la barbarie pour aller vers un espoir qui s'incarne aussi bien dans le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) que dans la charte des Nations unies ?

Attention, l'idéal de sécurité collective pour garantir la paix, fortement, et de réforme sociale gouvernait aussi bien des engagements pris après la Première Guerre mondiale. De nombreux anciens combattants étaient revenus du front en espérant contribuer à changer le monde. Mais les Alliés, à partir du moment où se dessine la victoire définitive contre l'Allemagne nazie, envisagent tout un ensemble de politiques (démocratisation, dénazification, décartellisation...) vis-à-vis des vaincus pour que les horreurs passées ne puissent pas se reproduire. Les débuts de la guerre froide, la séparation entre deux blocs vont aussi limiter la portée des espérances.

Peut-on dire que l'esprit et l'héritage du CNR et de l'ONU tels que pensés à l'époque sont menacés à force de réformes libérales d'un côté et de violation des résolutions des Nations unies de l'autre ?

Il est certain que, depuis les années 1980, les avancées, sous de multiples formes, du néolibéralisme ont affaibli, voire détruit tout un ensemble de structures de l'État providence qui s'est mis en place dans différents pays d'Europe, en particulier, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Mais, attention, la construction européenne ne doit pas être vue seulement sous ce prisme. Elle avait pour but de préserver la paix entre les partenaires. À l'intérieur de l'UE, c'est bien le cas, de favoriser démocratie et respect des droits de l'homme. Or on voit que c'est encore un instrument qui peut faire pression en ce sens, bien sûr, avec un succès inégal selon les enjeux et les contextes, sur des États autoritaires, « illibéraux ».

Y a-t-il eu des évolutions dans la façon dont ce jour est célébré ?

En fait, le 8 mai est loin d'avoir une mémoire paisible. Les gouvernements et les politiques publiques ont varié selon les projections et les enjeux politiques, que ce soit en URSS, en Allemagne ou en France. Staline, tout au culte de sa propre action, n'en a pas fait un jour férié, ce n'est que plus tard, sous Brejnev, qu'il le devient, avec une valorisation de la « grande guerre patriotique ». De Gaulle privilégiait d'autres dates plus centrées sur la France et son action, comme le 18 juin. Il y eut de vifs débats autour de son caractère férié ou

pas. En Allemagne de l'Ouest, il faut attendre, les générations passant, le milieu des années 1980 pour que soit clairement marqué son caractère de jour de « la libération » pour les Allemands. En France également, c'est avec François Mitterrand que le 8 mai devient de manière pérenne une fête légale fériée. En RDA, en revanche, le 8 mai est férié : il inscrit le pays du côté des vainqueurs de l'histoire et célèbre la force du socialisme à travers la victoire de l'URSS, désormais le grand allié. Aujourd'hui encore, c'est un enjeu politique, la dirigeante de l'extrême droite allemande, Alice Weidel (née en 1979), expliquait en 2023, à rebours du consensus mémoriel, qu'elle n'entendait pas célébrer le 8 mai car c'était une « défaite » de son pays... Et, il y a peu, elle levait les yeux au ciel dans une émission de télévision quand on évoquait la commémoration des camps de la mort.

Est-ce aussi une date qui, avec les massacres de Sétif et l'affaiblissement des empires coloniaux, marque un tournant vers la décolonisation...

Absolument. Les luttes anti-impérialistes et anticoloniales, et les victoires qu'elles obtiennent, s'accélèrent après 1945. D'ailleurs, le bloc de l'Est appuyait ces mouvements, en se prévalant d'une autre mondialisation, une « mondialisation rouge » qui se sentait à distance de l'héritage colonial.

C'est aussi un moment clé avec deux grands vainqueurs : les États-Unis et l'URSS. Le monde se voit refaçonné.

Peut-on dire que la guerre froide démarre le 8 mai 1945 ?

La guerre froide proprement dite démarre en fait un peu plus tard. Parmi la coalition antinazie, même si les rivalités existent, il y a encore en 1945 la volonté de régler collectivement le sort de l'Allemagne. Elle se défait progressivement jusqu'aux ruptures de 1948-1949, comme avec le blocus de Berlin.

Peut-on considérer que nous sommes en train de sortir de l'ordre mondial issu du 8 mai 1945 ?

L'effondrement du bloc de l'Est, à partir de 1989, pouvait sembler mettre un terme à la guerre froide. Mais on



NICOLAS
OFFENSTADT
Historien



Macron lors de la commémoration de la victoire des Alliés.

voit que la Russie rejoue et utilise encore la posture d'un bloc opposé à l'Occident, à ses valeurs, ou ses supposées valeurs, certes sur d'autres lignes. Certains groupes de gauche se déterminent encore en partie sur des lignes de guerre froide, d'un anti-impérialisme immobile, assez étonnamment, sans vouloir voir les changements. Un des risques majeurs que l'on voit déjà poindre dans un contexte de recul profond de la raison gouvernante, c'est la relativisation, la banalisation ou bien la trivialisation de la barbarie nazie, de la Shoah et de toutes les horreurs de la Seconde Guerre mondiale qui l'ont accompagnée. Chacun de ces trois termes correspond à des processus formellement différents, mais ils convergent. En ces sens, oui, ce serait la sortie d'une forme de morale universelle, plus petit dénominateur commun, issue de la Seconde Guerre mondiale. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AURÉLIEN SOUCHEYRE

« L'internationalisme est au cœur de notre syndicalisme »

La CGT a choisi de commémorer le 80^e anniversaire de la chute de l'Allemagne nazie au Mémorial de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof, en Alsace, pour rappeler que la lutte contre l'extrême droite est plus que jamais d'actualité.

Correspondance particulière,
Natzwiller (Bas-Rhin).

Face à l'internationale d'extrême droite qui se met en place avec l'appui des grandes fortunes et des grands patrons, le monde ouvrier doit se relever et doit s'unir», affirme Denis Schnabel, le secrétaire général CGT du Grand-Est, à l'initiative de cette commémoration au Struthof.

Ouvert en mai 1941 sur ordre de Himmler, le camp de Natzweiler-Struthof situé dans le Bas-Rhin, a été le seul camp de concentration de l'Allemagne nazie en territoire français. La majorité des détenus qui y ont été acheminés venait au départ d'URSS et de Pologne, parmi eux des prisonniers de guerre, puis, au fur et à mesure, de toute l'Europe. Ils s'agissait pour la plupart de résistants belges, norvégiens, luxembourgeois et français. Les prisonniers d'origine juive, venus surtout de Hongrie et de Pologne, ont représenté 11 % des détenus du Struthof.

« Il est très important pour la CGT de nous retrouver dans ce camp d'internement international où ont été déportés des hommes et des femmes de toutes les nations, y compris des détenus politiques allemands. Au cœur de notre syndicalisme, il y a l'internationalisme,

pour refuser les oppositions nationalistes organisées par le capital », explique Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT.

« C'est particulièrement important pour nous syndicalistes italiens de venir au Struthof parce que le fascisme existe encore aujourd'hui en Italie. Toute l'année nous combattons l'extrême droite parce qu'elle se permet d'avancer maintenant qu'elle est au pouvoir. En fait, ils

« Il y a eu une ouverture sur un horizon nouveau de conquêtes sociales permises grâce à l'action des résistants. »

SOPHIE BINET
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

reviennent comme ce qu'ils étaient déjà sous Mussolini. Par exemple ils essaient à nouveau de mettre des restrictions aux rassemblements.

Le droit de liberté est plus restreint, et ça va continuer si nous ne faisons rien », témoigne Francesca Lilla Parco, la secrétaire générale de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) Rimini.

« Aujourd'hui, pour être démocrate, il faut être antifasciste et ne pas oublier l'effort des hommes

et des femmes qui ont lutté contre le fascisme. Quatre-vingts ans après la Libération, on vit à nouveau des moments difficiles dans toutes les démocraties parlementaires », reconnaît le secrétaire général des Commissions ouvrières des Asturies, José Manuel Zapico. « La libération du fascisme, ce sont des valeurs qui nous unissent tous », abonde Enzo Merlini, le secrétaire général de la Confédération des travailleurs de Saint-Marin.

« Les vraies frontières ne séparent pas les peuples. Malheureusement, nous constatons que cette conviction fondamentale est de nouveau mise à mal en Allemagne avec le glissement vers l'extrême droite. L'AfD a obtenu plus de 20 % des voix aux dernières élections législatives. C'est un signal d'alarme, non seulement pour notre société, mais pour nous aussi en tant que syndicats », explique Jens Liedtke, le secrétaire général du syndicat allemand DGB Südhausen.

Sophie Binet insiste sur ce qu'a apporté la victoire contre le nazisme. « Il y a eu une ouverture sur un horizon nouveau de conquêtes sociales permises grâce à l'action des résistants. Le syndicalisme a joué un rôle central dans l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance, où la CGT était majoritaire. » ■

JEAN-JACQUES RÉGIBIER

La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ
PASS 3 JOURS À 50€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex



HENRIQUE CAMP DE HANS LUCAS/SIPA

En 2024, la manifestation du Comité du 9-Mai. À gauche, avec le mégaphone, Gabriel Loustau, figure du groupuscule des Hussards Paris.

Derrière le folklore, l'ultradroite frappe encore

VIOLENCES Le 10 mai, comme chaque année depuis trente ans, l'extrême droite radicale va défiler à Paris. Les membres qui composent cette mouvance voient leurs idées se normaliser dans le débat public.

Crânes rasés, croix celtes et chants identitaires. Chaque année, nationalistes et néonazis investissent les rues de Paris pour défiler de la station Port-Royal à la rue des Chartreux via le boulevard Montparnasse, la rue de Rennes et la rue d'Assas. Tout de noir vêtus, au rythme du slogan « Europe, Jeunesse, Révolution », ils sont plusieurs centaines à marcher au pas dans les rues de la capitale à l'appel du « C9M », pour Comité du 9-Mai. Crée après la mort du militant nationaliste Sébastien Deyzieu, le 7 mai 1994, décédé en tombant d'un toit alors qu'il était poursuivi par la

police, cette commémoration annuelle est devenue le rendez-vous incontournable de l'ultradroite hexagonale.

Laurent Nuñez, le préfet de police de Paris, a pris mercredi 7 mai une série d'arrêtés d'« interdiction de manifester », visant à la fois le défilé nationaliste prévu ce samedi 10 mai, mais également l'installation d'un « village antifasciste » place du Panthéon et une contre-manifestation « antifasciste et antiraciste » empruntant le même parcours que celui du C9M. Un coup d'épée dans l'eau ? L'année dernière, le préfet avait vu ses arrêtés retoqués par le tribunal administratif, les juges estimant qu'ils portaient « une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté de manifester »,

permettant à quelque 500 nationalistes de battre le pavé parisien.

Selon la préfecture, cette année, la manifestation « est organisée en sous-main par des membres de l'ex-GUD ayant des accointances avec les mouvements néonazis et néofascistes européens ». Une information confirmée par une source au sein du milieu antifasciste parisien : « On retrouve essentiellement des ex-gudards qui ont créé un nouveau groupe, les Hussards Paris, après leur dissolution en 2024. Ils sont appuyés aussi par des hooligans de Jeunesse Boulogne et le groupuscule néofasciste Luminis. »

La manifestation a d'ailleurs été déposée par Maylis de Cibon, membre du groupe Luminis et ancienne responsable de la

Cocarde Assas, un syndicat étudiant d'extrême droite adepte du coup de poing. Un CV qui ne l'a pas empêchée d'être embauchée comme assistante parlementaire de plusieurs députés du Rassemblement national (RN) ces dernières années. Preuve d'une certaine porosité avec le RN ? Elle n'est en tout cas pas la seule à entretenir des liens étroits avec le parti de Marine Le Pen... L'une des figures des Hussards Paris s'appelle Gabriel Loustau. Il est le fils d'Axel Loustau, un ancien cadre du GUD passé au RN – il a été élu conseiller régional d'Île-de-France en 2015 sous ses couleurs – et réputé proche de Marine Le Pen.

Un habitué des manifestations du C9M et des intimidations. La cheffe de file du RN avait dû prendre ses distances publiquement avec lui en 2023, après que Loustau père avait été accusé d'avoir menacé un

On compterait près de 4 000 individus se revendiquant de cette tendance radicale.

photographe sur place. Le fils a, semble-t-il, repris le flambeau. « L'an dernier, Gabriel Loustau faisait le capo (meineur, dans le langage des supporters de foot – NDRL) au C9M », poursuit notre source. Un extrémiste violent au passé judiciaire chargé malgré sa vingtaine d'années. En juin, il a été condamné pour menace de mort et injure publique « à raison de l'origine, de la race ou de la religion » et, dans une seconde affaire, à six mois de prison avec sursis pour une agression homophobe à Paris, le soir des résultats des européennes.

DES EXPÉDITIONS PUNITIVES PARTOUT EN FRANCE

Les groupes d'ultradroite – on compterait près de 4 000 individus se revendiquant de cette mouvance – ne se limitent pas à leur démonstration de force annuelle. Régulièrement, ils défraient la chronique judiciaire dans des actions d'une rare violence. Le 25 avril, à Albi (Tarn), une vingtaine de membres du groupe Patria Albigeois, armés de matraques et de bombes lacrymogènes, ont mené une expédition punitive dans un bar réputé de gauche. Le même soir, à Nantes cette fois, un autre bar a subi une attaque similaire par un commando venu spécialement d'Angers pour en découdre. À Paris, dans la soirée du dimanche 16 février, un groupe a pris d'assaut les locaux de l'association culturelle des travailleurs immigrés venus de Turquie. Deux personnes ont été blessées dans l'attaque, dont un militant de la CGT, roué de coups au sol et poignardé à la hanche. « Il ne faut pas juger cette mouvance par le seul prisme de son degré de violence », ajoute le politologue Jean-Yves Camus. « Il y a quinze ans, la théorie du grand remplacement ou du racisme anti-Blanc était circonscrite à ces groupes. Ces idées se sont depuis largement diffusées dans le débat public », note-t-il. Raison de plus pour ne pas les sous-estimer. ■

BRUNO RIETH



COLÈRE À BIBUS

Plus d'une centaine de salariés de Bibus, réseau de transports en commun de Brest, se sont réunis devant le dépôt de Kergonan (Finistère) à l'appel de la CFDT. Selon *Ouest-France*, ils dénoncent des conditions de travail entre « *flicage en ligne et sanctions à répétition* ».

GRÈVE DANS LE TRÉGOR

La CGT de Lannion-Trégor communauté (Côtes-d'Armor) a déposé un préavis de grève courant jusqu'au 10 mai. Elle dénonce une modification sans concertation du planning des tournées dans la collecte des déchets ménagers qui dégraderait la qualité de service.

RÉQUISITIONS À LA CLINIQUE

La CGT pointe des réquisitions de personnels soignants, qui auraient été décrétées par le sous-préfet des Pyrénées-Orientales pour « *briser* » la grève de la clinique psychiatrique de Théza. Les grévistes alertent sur la vétusté des locaux et les mauvaises conditions d'hygiène.

Cheminots, une vie duraille

SNCF Loin des clichés véhiculés par les médias, le quotidien et les conditions de travail des agents sont soumis aux contraintes de production des trains. Ces 9, 10 et 11 mai, les contrôleurs étaient appelés à la grève.

Tous les 22 du mois, Nicolas a les yeux rivés sur son logiciel de roulement, avec une préoccupation en tête : va-t-il devoir inscrire sa fille en urgence à la garderie ? « De 20 à 25 % de nos journées sont imprévues et sont censées être commandées tous les 22 du mois, pour le mois suivant. Or je dois inscrire ma fille un mois à l'avance pour qu'elle soit gardée soit le matin, soit le soir. Ce n'est pas tenable », insiste ce conducteur RER de 40 ans. Face à cette situation, certains de ses collègues ont trouvé une parade : « Des préavis de grève couvrent l'ensemble de l'année. Des conducteurs se déclarent grévistes aléatoirement quand ils ont besoin de s'arrêter pour urgence familiale. » Quitte, donc, à renoncer à une partie de leurs rémunérations. Nicolas, basé dans l'Essonne, s'y refuse : « Mon droit de grève est un outil pour me battre et arracher des droits. »

Depuis le 5 mai, le réseau ferroviaire francilien et les TER sont impactés par une grève, à l'appel de la CGT cheminots. La fédération a laissé aux assemblées générales la liberté de décider des suites du mouvement, mais prévoit des journées d'action les 4, 5 et 11 juin. SUD rail, appuyé ■■■



Pour les conducteurs, la solitude dans une rame est devenue la norme, à cause de la déshumanisation des gares et parfois l'absence de contrôleur dans les RER et TER.
ROMAIN DOUCELIN/SIPA



10 mai Actions d'Attac devant des agences de la BPCE et la Société générale, qui financent les énergies fossiles.
13 mai L'intersyndicale CGT, Uns, FSU, Solidaires, CFE-CGC

appelle l'ensemble des fonctionnaires à faire grève contre « *l'affaiblissement et l'abandon de missions de service public* » et le gel du point d'indice.
15 mai Temps forts de la semaine d'actions contre les coupes

budgétaires dans le secteur sanitaire et social à l'appel des syndicats SUD, CGT et de plusieurs collectifs.
5 juin La CGT lance une journée nationale de mobilisation

interprofessionnelle pour l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de l'emploi et des services publics et les hausses de salaires.

■■■ par le Collectif national ASCT (agent du service commercial train, c'est-à-dire les contrôleurs), né sur Facebook lors du mouvement de noël 2022, appelle quant à elle les contrôleurs à la grève ces 9, 10 et 11 mai. Les 1^{re} et 3^e organisations syndicales de la SNCF dénoncent une flexibilité qui s'est accrue depuis l'instauration des nouveaux logiciels de roulement et réclament une révision des primes des cheminots « roulants » (conducteurs et contrôleurs).

Après vingt-six ans d'ancienneté, Nordine, contrôleur sur les TGV entre Paris et Perpignan, ne gagne que 2 200 euros, primes comprises. À peine au-dessus du salaire médian, alors qu'au-delà des contrôles de billets les ASCT jouent un rôle clé dans la sécurité des trains et des circulations. « *J'ai déjà eu une arcade éclatée lorsque je travaillais dans les RER. Les contrôleurs subissent des coups, sont bousculés, insultés, se font cracher dessus... Cela fait partie du quotidien. Je ne connais pas un collègue qui ne se soit pas fait agresser* », déplore-t-il. Or, si un ASCT se met en arrêt à la suite d'une agression, il perd une partie de ses primes. « *Certains préfèrent ne rien dire pour ne pas perdre sur les rémunérations* », constate Nordine.

COMPENSER DES EFFECTIFS À FLUX TENDU

Nicolas, le conducteur, n'a pas pu se cacher lorsque son corps a lâché. En mai 2024, ce handballeur amateur a subi une rupture d'un ligament croisé du genou. La médecine du travail est formelle : interdiction pour lui de monter dans une cabine de RER. « *Après mon arrêt de travail, j'ai été placé neuf semaines dans des bureaux, mais sans pouvoir bénéficier de l'entièreté de ma prime de traction. J'ai perdu 1 400 euros cumulés. Quand un cheminot est en vacances ou accidenté, il perd une partie de sa rémunération.* »

« J'ai déjà eu une arcade éclatée lorsque je travaillais dans les RER. Les contrôleurs subissent des coups. »

NORDINE, CONTRÔLEUR

À ces conditions salariales s'ajoutent des contraintes inhérentes aux métiers de cheminot « roulant », celui des découchers. À 30 ans, Suzy est conductrice sur le RER C. Deux fois par semaine, la cheminote doit dormir en dehors de son domicile. « *Les locaux n'ont pas été pensés pour faire cohabiter femmes et hommes. Dans le dortoir de Versailles-Rive-Gauche, une seule chambre était équipée d'une douche, sinon il fallait utiliser les sanitaires sur le palier et je n'avais pas envie de voir des mecs en caleçon, relate Suzy. Avec la CGT on a pu obtenir des travaux. Les découchers nous empêchent parfois d'avoir une vie privée éprouvante. Nos conjoints doivent accepter de renier une partie de la vie de couple.* »

Pour Nordine, le découcher est aussi la norme. Ce père monoparental travaille par bloc de quatre jours, avec deux nuits à l'extérieur de son domicile. « *Lorsque mes deux enfants étaient plus jeunes, je devais les faire garder par une nounou, à mes frais. Je sollicitais aussi ma famille proche pour qu'ils me dépannent.* » À cela se greffent « *les horaires décalés, qui font que l'on rentre lorsque nos enfants sont à l'école ou dorment* ». Un équilibre précaire remis en question par l'instauration d'un nouveau logiciel de roulement, courant 2024, qui constraint les cheminots à une plus grande flexibilité et, parfois, des changements d'emploi du temps vingt-quatre heures à l'avance, pour compenser des effectifs à flux tendu.

L'impact sur la vie privée est aussi une contrainte de taille pour Nicolas. « *Par manque d'effectif, je n'ai pu avoir de congés entre le jour de l'An et pâques. J'ai même dû me battre pour pouvoir garder mon enfant lors du*

week-end d'enterrement de vie de jeune fille de ma fiancée... » Désormais, le conducteur de RER a une technique : « *Lorsqu'on me refuse des congés impérieux, je menace de venir avec ma fille dans la cabine.* »

JUSTE AU-DESSUS DU SMIC

Pour autant, ce père de famille, un temps gendarme, ne perd pas le sens de son travail. « *Dans les RER, nos usagers ne sont pas là pour aller au ski ou surfer. En bout de ligne, dans le 4 h 8 au départ de Dourdan dans le sud de l'Essonne, ce sont des femmes de ménage qui montent dans la rame pour bosser dans Paris. Les cheminots ne s'amusent pas à être en retard ou en grève.* » Pour les conducteurs, la solitude dans une rame est la norme, à cause de la déshumanisation des gares et parfois l'absence de contrôleur dans les RER et TER. « *En bout de ligne, en gare de triage, on est seul à gérer des personnes sous emprise d'alcool ou de drogues. Des agressions peuvent se produire. Et tu auras beau crier de toutes tes forces, personne ne va t'entendre* », relate Suzy.

Désormais intégrée dans un roulement de planning, la conductrice est d'abord passée par la case « service facultatif ». « *On était des bouche-trous : quand des collègues sont malades ; pour combler le sous-effectif ; ou intervenir lors de journées compliquées. Il fallait appeler la veille au soir pour le lendemain pour savoir si on était sur le pont* », explique-t-elle. Avec un salaire de base de 1 839,59 euros brut, hors prime, la cheminote est juste au-dessus du Smic. La trentenaire n'a pas oublié ce qui l'a poussée à faire ce métier : « *Je voulais me sentir utile et travailler pour un service public.* » Loin de la marchandisation du rail qui nivelle par le bas la qualité des transports et les conditions de travail des cheminots. ■

NAIM SAKHI

« Quand un cheminot est en vacances ou accidenté, il perd une partie de sa rémunération. »

NICOLAS, CONDUCTEUR

Les manœuvres de la direction pour casser la mobilisation

Malgré 75 % de contrôleurs grévistes sur les grandes lignes, selon les syndicats, le groupe ferroviaire prévoit des circulations quasi normales, en les remplaçant par des encadrants.

Quelle est donc la recette de la SNCF pour maintenir « *pas loin de 90 % des trains* », selon son PDG Jean-Pierre Farandou, lors des 9, 10 et 11 mai, malgré une grève qui s'annonce suivie chez les agents du service commercial trains (ASCT, soit les contrôleurs) ? La mobilisation d'une armée de cadres pour compenser les effectifs grévistes. Ces personnels encadrants, qui ont une formation express d'une dizaine de jours, contre quatre mois pour les ASCT, recevront selon RMC une prime de 50 euros par heure travaillée dans un train pendant

ce week-end du 8 mai. De quoi compenser les 75 % de grévistes chez les contrôleurs attendus, selon les syndicats. Contactée, SNCF Voyageurs n'a pas répondu à nos sollicitations. De son côté, la CGT cheminots assure à l'*Humanité* que « *l'encadrement de proximité – ceux qui organisent au plus près du terrain et des besoins la production ferroviaire – est dans une position complexe et pas seulement dans la période de conflit.* »

UN COMPORTEMENT « LAMENTABLE »

Tout en dénonçant le redéploiement de ces cadres, le premier syndicat de la SNCF rappelle que, « *pour garder un poste sur leur bassin de vie, ces salariés sont souvent obligés d'accepter, prétendument volontairement, des contraintes professionnelles* », dont celle d'être mobilisés « *lors de situations de perturbation, de crise volontaire de l'information voyageur ou encore en remplacement des agents en ligne* ». Pour la CGT cheminots, « *de fait, en situation de grève,*

ils n'ont pas d'autre choix que de remplacer ou d'être eux-mêmes grévistes, ce qui est mal vu pour un encadrant, de peur de se retrouver isolés ». Et de rappeler que le syndicat « *fait des propositions pour leurs conditions de travail et que la CGT préférerait bien sûr qu'ils participent aux débrayages, sur la base des revendications de l'organisation syndicale, avec les autres corps de métier du groupe* ». De son côté, sur RMC, Julien Troccaz (SUD rail) dénonce le comportement « *lamentable* » de la direction de la SNCF, qui mettrait « *tous les moyens pour casser la grève, pour essayer d'étouffer la colère des cheminots et cheminotes qui se mobilisent depuis le début de la semaine* ».

Bien que constitutionnel, le droit de grève dans les transports a fait l'objet d'attaques restrictives. Depuis 2008, la législation oblige un niveau de service minimal dans les trains, les métros et les bus. La responsabilité incombe aux salariés de se déclarer grévistes quarante-huit heures avant tout conflit.

En avril 2024, le Sénat avait adopté une proposition de loi visant à interdire les débrayages aux heures de pointe trente jours par an, durant les vacances scolaires, jours fériés, élections, ainsi que les événements d'importance tels que les jeux Olympiques. Porté par l'actuel ministre des transports, Philippe Tabarot, ce texte était vilipendé par son prédécesseur, Patrice Vergriete, prévenant des « *problèmes de constitutionnalité* ».

Dès mercredi soir, la CGT avait annoncé de nouvelles dates de mobilisation. D'abord, la fédération cheminote sera partie prenante de la journée interprofessionnelle du 5 juin. De plus, le 27 mai, la CGT prévoit de « *mettre sous pression* » les négociations salariales à venir, avec un rassemblement devant le siège de la SNCF Voyageurs. Enfin, le premier syndicat de la SNCF appelle les conducteurs (4 juin) et les contrôleurs (11 juin) à la grève, jours de tables rondes dédiées à leurs métiers. ■

N.S.

Inde-Pakistan, la crainte d'une guerre totale

ASIE DU SUD Après un attentat dans la région disputée du Cachemire, l'Inde a bombardé le Pakistan dans la nuit du 6 au 7 mai. Les deux pays, dotés de l'arme nucléaire, se livrent à une escalade qui a déjà causé une cinquantaine de morts.

Une nouvelle fois, Antonio Guterres a eu les mots justes. « *Le monde ne peut pas se permettre une confrontation militaire entre l'Inde et le Pakistan* », a déclaré le secrétaire général de l'ONU mercredi 7 mai. Mais, une nouvelle fois, il n'a que les mots. La nuit même, les armées de terre, de l'air et la marine indiennes bombardaiient plusieurs positions pakistanaises. L'opération conjointe « Sindoor », du nom de la poudre rouge qui recouvre les fronts et cheveux des femmes hindoues mariées, devait venger l'attentat – non revendiqué – de Pahalgam, le 22 avril. Vingt-six personnes avaient été tuées dans cette ville du Jammu-et-Cachemire, le nom de la province cachemirie contrôlée par l'Inde. Depuis, Delhi et Islamabad sont à couteaux tirés, et 48 personnes ont été tuées.

Rehana Saeed Hashmi est docteure en sciences politiques à l'université du Pendjab. Elle habite à Lahore, à quelques kilomètres de la frontière indienne et de trois des cibles indiennes. « *Il était environ 1h30, donc la plupart des Pakistanais dormaient*, explique-t-elle. Mais, à partir de l'aube, nous avons tous vu les informations, particulièrement dans le Pendjab, qui disaient que les Indiens avaient frappé une mosquée en affirmant que c'était un repaire terroriste. » Si le gouvernement indien qualifie son assaut de « *ciblé, mesuré et non susceptible d'escalade* », au moins 31 personnes ont été tuées cette nuit. Dans un communiqué, Masood Azhar, le leader du mouvement islamiste Jaish-e-Mohammed, indique qu'une dizaine de membres de sa famille sont morts dans le bombardement de la mosquée Bahawalpur, dont cinq enfants. Le Pakistan, lui, a réplié en bombardant

plusieurs positions indiennes, dont une base militaire, la ville de Poonch, où 12 personnes sont mortes, et en abattant cinq avions de chasse.

RIPOTES EN CHAÎNE

À la frontière, lourdement militarisée, les tirs ne faiblissent pas. Islamabad a multiplié les actions : tirs d'artillerie, défense antiaérienne, neutralisation de drones, et a fermé durant plusieurs heures les principaux aéroports du pays « *pour des raisons opérationnelles* », a annoncé, jeudi 8 mai, l'autorité de l'aviation civile. « *Ils ont pris l'initiative, nous avons juste répondu. Si l'Inde est prête à reculer, nous aussi* », affirmait le ministre pakistanais de la Défense, Khawaja Muhammad Asif.

« *Nous ne sommes pas dans un état de peur, mais d'incertitude quant aux risques d'escalade du conflit*, craint Rehana Saeed Hashmi. L'Inde a accusé le Pakistan sans aucune enquête ni aucune preuve, et a attaqué de façon irrationnelle un État souverain. Sauf que maintenant que le droit international

a été violé, le Pakistan est dans son droit de répondre. Je pense que le gouvernement vise la désescalade, puisqu'il a dit avoir répondu après avoir abattu les cinq avions de chasse. »

De son côté, le ministère de la Défense indien, faisant état de 16 morts civils, a confirmé que « *dans la nuit du 7 au 8 mai, le Pakistan a tenté de viser des cibles militaires dans le nord et l'ouest de l'Inde (...) avec des drones et des missiles* ». Dans ce communiqué, New Delhi détaille avoir répliqué contre des radars et des systèmes de défense aérienne au Pakistan, notamment à Lahore.

Les peuples indien et pakistanais vivent régulièrement des attentats terroristes, dans la région du Cachemire, divisée entre l'Azad Cachemire (Pakistan) et le Jammu-et-Cachemire (Inde), dont le premier ministre indien, Narendra Modi, a récemment révoqué l'autonomie. Les deux États, fréquemment ensanglantés, s'accusent de financer des groupes terroristes. « *Nous avons beaucoup de frontières responsables avec l'Afghanistan, dans le Baloutchistan et le Khyber Pakhtunkhwa, d'où proviennent des groupes terroristes* », ■■■



Le 7 mai, ruines d'un bâtiment gouvernemental après des frappes indiennes à Muridke (Pakistan). FAROOQ NAEEM/AFP

■ rappelle la docteure en sciences politiques. Mais, lors de l'attentat terroriste du Jaffar express (le 11 mars, des islamistes faisaient exploser un train du Baloutchistan, faisant 64 morts et 380 blessés – NDLR), le gouvernement n'a pourtant pas voulu faire d'allégations visant Delhi !»

En Inde, l'opération « Sindo » est soutenue par l'en-tièreté de la classe politique, opposition progressiste comprise. Le Parti communiste indien-marxiste (PCI-M), qui tenait sa première réunion après son 24^e congrès à Madurai, veut « continuer de faire pression sur le Pakistan pour qu'il livre les responsables du massacre d'innocents à Pahalgam ». Il a toutefois prévenus des conséquences d'une escalade, rejetant « des mesures telles que la démolition de maisons de terroristes, qui affectent des familles innocentes et aliènent le peuple ».

LES SUPRÉMACISTES HINDOUS ALIMENTENT LA HAINE

La destruction de lotissements entiers est l'une des spécialités du Bharatiya Janata Party (BJP, extrême droite) de Narendra Modi, suprémaciste hindou qui alimente la haine contre les musulmans et les Pakistanais depuis son arrivée au pouvoir, en 2014. Le PCI-M condamne cette « campagne de haine en cours sur les réseaux et qui a conduit à des attaques sur des individus », qui « ne sert que l'objectif des terroristes de diviser le peuple ». Depuis Pahalgam, l'islamophobie bat son plein dans la plupart des médias indiens, possédés pour beaucoup par les milliardaires Gautam Adani et Mukesh Ambani, proches de Narendra Modi.

Ce dernier avait déjà décidé, une semaine après l'attentat, de lancer une inhumaine guerre de l'eau en suspendant le traité sur le partage des eaux de la Chenab et de l'Indus. Ce dernier fleuve prend sa source en Inde et arreuve le Pakistan, et notamment le Pendjab, très densément peuplé. Lors de l'opération « Sindo », l'armée indienne a d'ailleurs également visé le barrage hydroélectrique de Neelum-Jhelum, concrétisant une nouvelle étape franchie dans la tension entre les deux pays.

L'escalade pourrait aller beaucoup plus haut : l'Inde et le Pakistan font tous deux partie des neuf États du monde possédant l'arme nucléaire. Le gouvernement pakistanais n'avait d'ailleurs pas hésité à le rappeler. « Je ne crois pas à une guerre nucléaire, puisque les deux États savent que ce serait un désastre, veut croire Rehana Saeed Hashmi. Mais nous devons faire en sorte que ce ne soit pas non plus une guerre, puisque l'Inde et le Pakistan ont tous deux des missiles extrêmement puissants. Il faut que les institutions internationales s'emparent de la situation et éviter une plus grande tragédie. » Dès que les missiles indiens se sont écrasés de l'autre côté de la frontière, la Chine et le Royaume-Uni se sont proposés pour aider aux discussions. ■

AXEL NODINOT

Échec des négociations sur la souveraineté du Caillou

KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE Après des mois de dialogue et trois jours en « conclave », les discussions ont buté sur la question de l'autodétermination de l'archipel. La droite anti-indépendantiste a fait capoter tout accord. À nouveau, la tension monte.

■ Il n'y aura pas d'accord de Deva, du nom du domaine situé à 160 kilomètres au nord de Nouméa, surplombant le magnifique lagon de la commune de Bourail. Le marathon des discussions, rebaptisé « conclave » en raison de l'isolement du lieu, a duré trois jours mais n'a pas abouti, comme cela était prévisible. « Aucun accord n'a été conclu », a déclaré laconiquement Manuel Valls, qui avait entrepris de relancer le dialogue avec trois déplacements sur l'archipel. Pour lui, il s'agit d'un échec politique : le ministre des Outre-mer avait pourtant mis la pression, déclarant que « sans accord, ce serait le chaos ».

Pour la première fois de la part de l'État français, il a mis sur la table un projet de « souveraineté avec la France », une des voies prévues par l'accord de Nouméa de 1998. Mais il s'est heurté au jusqu'au-boutisme de la droite anti-indépendantiste. « Manuel Valls a fait échouer les négociations », a répété le député anti-indépendantiste Nicolas Metzdorf, qui siège au groupe Renaissance et qui, voici un an, était le rapporteur de la fameuse loi du dégel du corps électoral qui a mis le feu aux poudres.

Pouvait-il en être autrement ? Un an après l'insurrection commencée le 13 mai 2024, la reprise

des discussions était ardue. Initiées au début de l'année, elles portaient principalement sur l'exercice du droit à l'autodétermination, remis au centre du jeu depuis les révoltes de l'année dernière, et conformément à l'esprit et au texte de l'accord de Nouméa. Précisément ce que la droite voulait remettre en cause. « C'est là-dessus qu'on bute », a reconnu Manuel Valls. « Nous avons fait

Pour la droite de l'île, de même que « l'huile et l'eau, le monde kanak et le monde occidental ne se mélangent pas ».

barrage à un projet d'indépendance-association », a renchéri Virginie Ruffenach, une des cheffes de file des anti-indépendantistes. Lesquels avaient proposé un projet basé sur un « fédéralisme au sein de la République française ». En clair, une partition du territoire, selon le principe édicté par Sonia Backès en juillet 2024 : de même que « l'huile et l'eau, le monde kanak et le monde occidental ne se mélangent pas ».

De son côté, le député Emmanuel Tjibaou, qui menait la délégation

du FLNKS, estime que les indépendantistes n'ont « pas d'autre choix que le dialogue, qui aujourd'hui nous appelle à prendre nos responsabilités et à se dépasser. Ça n'empêche en rien la possibilité d'avancer », a-t-il ajouté, rappelant que jamais ils ne renonceraient à la pleine souveraineté.

2 600 GENDARMES ET MEMBRES DU RAID DÉPLOYÉS

Sur place, la tension est remontée d'un cran, avec le déploiement de 2 600 gendarmes et membres du Raid. Une véritable armada, qui correspondrait au chiffre de 650 000 membres des forces de l'ordre dans l'Hexagone. Les indépendantistes de la Ccat (Cellule de coordination des actions de terrain) ont lancé un appel au calme : « Depuis le 13 mai 2024, notre président Bichou (Christian Tein, élu depuis président du FLNKS et incarcéré à Mulhouse – NDLR) a appelé à la désescalade. Ce mot d'ordre n'a pas changé. » Un comité de suivi a toutefois été mis en place sur les rares points d'accord des discussions : fiscalité, compétences diplomatiques. Déjà deux fois reportées, les élections provinciales devraient désormais se tenir d'ici à novembre. Avec un corps électoral gelé, et un cortège d'interrogations et de tensions. ■

BENJAMIN KÖNIG

Miroir du Cyclisme revient !

GRÂCE À VOUS... Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF →

Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

MIROIR DU CYCLISME

■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de Miroir du Cyclisme en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

QR code for financing page

JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION

15 € Je réserve le magazine (frais de port inclus)

25 € Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme

100 € On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format

250 € On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme

Montant libre Je soutiens l'aventure en faisant don de _____ €

NOM / PRÉNOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

E-MAIL _____

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité en partage à : L'HUMANITÉ, Miroir du Cyclisme, Immeuble Calypso, 5, rue Pleyn, 93528 Saint-Denis CEDEX

DÉFISCALISATION Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable



Le 267^e souverain pontife, lors de sa première bénédiction « urbi et orbi ». ANDREJ ISAKOVIC/AFP

L'appel à la paix du nouveau pape Léon XIV

VATICAN Robert Francis Prevost est le premier États-unien de l'histoire à accéder à cette charge. Son nom de règne témoigne d'une affiliation avec Léon XIII, préoccupé de justice sociale et de condition des ouvriers.

Robert Francis Prevost, 69 ans, est devenu le 267^e pape sous le nom de Léon XIV. Les 133 prélats issus de 70 pays qui se sont retrouvés sous les fresques de la chapelle Sixtine, ont élu, dès le deuxième jour du conclave, le successeur de François, décédé le 21 avril à l'âge de 88 ans, après un pontificat de douze ans. Une heure après que la fameuse fumée blanche – signe d'accord entre les dirigeants religieux – est sortie de la cheminée de la chapelle, Dominique Mamberti, ex-préfet du tribunal suprême

de la signature apostolique, s'est présenté sur le balcon de la basilique Saint-Pierre de Rome et a prononcé la célèbre formule « Habemus papam » (« nous avons un pape »). Il a ensuite annoncé l'identité et le nom de règne choisi par le nouveau représentant des 1,4 milliard de catholiques du monde entier. Léon XIV s'est avancé pour sa première bénédiction « urbi et orbi ».

Issu d'une famille d'ascendance française, italienne et espagnole, né le 14 septembre 1955 à Chicago, Robert Francis Prevost a été formé en mathématiques et en philosophie à l'université de Villanova à Philadelphie.

PORTRAIT

Missionnaire au Pérou de 1985 à 1998, il est membre de l'ordre de saint Augustin, qui l'a nommé prieur général en 2001, fonction qu'il a occupée jusqu'en 2013. Il s'est investi en Amérique latine puisqu'en 2014 il

a été nommé évêque au Pérou. Il a ensuite occupé le poste de préfet du dicastère pour les évêques, créé cardinal par François en 2023. D'un point de vue strictement religieux, sa spiritualité suit la règle de vie écrite par saint Augustin, un des pères de l'Église et penseur majeur du christianisme occidental. Ces écrits s'appuient sur la primauté de l'amour, la recherche de la vérité,

l'intériorité et la communauté. Mais c'est surtout son nom de pape, Léon XIV, qui éveille l'intérêt. En faisant ce choix, il se situe dans la lignée de Léon XIII (qui a régné de 1878 à 1903), resté célèbre pour son encyclique de 1891, *Rerum Novarum*. Celle-ci a posé les bases de la doctrine sociale de l'Église en abordant les conditions des ouvriers, la justice sociale et même les droits des travailleurs (ce qui ne l'avait pas empêché de rejeter le marxisme). Léon XIV vaut-il dépasser cette encyclique ?

C'est évidemment une des questions principales tant la fonction du pape est éminemment politique. Va-t-il, sous ce nom, approfondir un engagement de l'Église envers les plus démunis, voire promouvoir une société plus équitable ? L'année dernière, il avait fait savoir au site d'information officiel du Vatican que « l'évêque n'est pas censé être un petit prince assis dans son royaume ». Une définition qui, si elle est suivie, pourrait donner le ton de son pontificat. D'autant qu'il a immédiatement cité saint Augustin : « Pour vous, je suis évêque ; avec vous je suis chrétien. » Signe sans doute d'une volonté de proximité, d'écoute et de dialogue. Âgé de moins de 70 ans, il a de nombreuses années devant lui pour cela.

RÉPLIQUE CINGLANTE À J. D. VANCE

Lors de son premier discours, il a lancé un « *appel de paix* » à « *tous les peuples* ». Le premier pape états-unien de l'histoire a également dit sa volonté de « construire des ponts » à travers « *le dialogue* », proposant d'« *aller de l'avant sans peur, unis, main dans la main avec Dieu et entre nous* ».

Lors d'une interview à Fox News le 29 janvier, le vice-président états-unien, J. D. Vance, prétendait s'appuyer sur un concept chrétien pour hiérarchiser son amour, d'abord pour sa famille et seulement en dernier pour le reste du monde. Le futur Léon XIV répliquait alors par un message posté sur son compte X le 3 février en ces termes : « *J. D. Vance a tort : Jésus ne nous demande pas de hiérarchiser notre amour pour les autres.* » La part croissante des Latino-américains parmi les catholiques, notamment aux États-Unis, n'y est sans doute pas pour rien, mais sa réplique est étonnamment cinglante.

En revanche, il émet plus de réserves que le pape François sur la question des personnes LGBTQIA+, comme le souligne le site College of Cardinals Report. En 2012, il avait exprimé son inquiétude face à la culture occidentale qui favorisait « *la sympathie pour des croyances et des pratiques contraires à l'Évangile* », faisant directement référence « *au mode de vie homosexuel* ». Selon le New York Times, il est d'ailleurs accusé de ne pas avoir soutenu des victimes d'abus sexuels, qui mettaient en cause deux prêtres du diocèse de Chiclayo (Pérou) dont il avait la responsabilité. Un dossier que certains pourraient ressortir. Ses orientations pourraient ne pas plaire à tous les cardinaux. Reste que, dans une période marquée par les guerres, la montée des haines raciales et religieuses, la parole d'un pape reste importante, surtout pour la paix. ■

PIERRE BARBANCEY

Le 9 mai entre fête populaire et récit officiel

RUSSIE Les célébrations des 80 ans de la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie, qui a coûté plus de 20 millions de morts, restent les festivités les plus importantes pour les Russes. Vladimir Poutine en a fait une tribune contre l'Occident et une justification de l'invasion de l'Ukraine.

Surla place Rouge, les commémorations du 80^e anniversaire de la victoire soviétique lors de la grande guerre patriotique sur l'Allemagne nazie restent une tradition populaire. « Malgré le contexte particulier avec la guerre en Ukraine, l'immense sacrifice de l'URSS et des Russes dont chaque famille a été touchée reste un héritage bien ancré. Bien évidemment, nous ne sommes pas dupes du récit politique qu'en tire le pouvoir », estime Volodia, qui habite Moscou. Dans son enquête publiée le 29 avril, l'institut de sondage indépendant le centre

Levada constate que la fête la plus importante pour les Russes reste le 9 mai, avec 75 % d'opinions favorables, devant le Nouvel An (59 %), Pâques (44 %), son propre anniversaire (43 %) et la Journée internationale des droits des femmes (30 %).

À quelques mètres du Kremlin, la parade militaire de ce vendredi sera l'occasion de mettre en avant pour les autorités russes une forme de rassemblement du Sud global avec la venue des présidents Miguel Diaz-Canel (Cuba), Nicolas Maduro (Venezuela), Alexandre Loukachenko (Biélorussie), Aleksandar Vucic (Serbie), Abdel Fattah Al Sissi (Égypte), Ibrahim Traoré (Burkina Faso), Emmerson Mnangagwa (Zimbabwe),

Félix Tshisekedi (Congo), et le premier ministre Robert Fico (Slovaquie).

La visite de quatre jours du président chinois, Xi Jinping, n'est pas anodine. Les deux alliés défendent depuis plusieurs années une convergence politique pour un nouvel ordre mondial multipolaire et désoccidentalisé. « Face à la tendance internationale à l'unilatéralisme et à un comportement de harcèlement hégémonique, la Chine travaillera avec la Russie pour assumer les responsabilités spéciales des grandes puissances mondiales », a insisté Xi Jinping au début de sa rencontre, jeudi, avec Vladimir Poutine.

« La confiance politique mutuelle entre la Chine et la Russie devient plus profonde et

les liens pour une coopération pragmatique deviennent plus forts » et injecte de « l'énergie positive » dans un monde en crise, a-t-il poursuivi. Le dirigeant russe a lui assuré vouloir « approfondir » la coopération russo-chinoise, déjà « à son niveau le plus haut de l'histoire ».

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est l'autre figure politique présente dans la capitale russe. Ce dernier entend profiter de sa visite et de sa rencontre bilatérale avec Vladimir Poutine pour discuter d'un processus de paix sur l'Ukraine, Brasilia ayant proposé de jouer les médiateurs au côté de la Chine. « Le Brésil est un pays qui recherche la paix, le dialogue avec la Russie sur plusieurs sujets », a déclaré Eduardo Paes Saboia, secrétaire du ministère brésilien des Affaires étrangères chargé des relations avec l'Asie. Il a également souligné que le pays discutait aussi « avec l'Ukraine », dont il défend « l'intégrité territoriale ». Lula doit également se rendre après les célébrations à Pékin du 11 au 13 mai, afin d'échanger sur le retour de Donald Trump et sa guerre commerciale.

« NOUS DÉFENDONS FERMEMENT LA VÉRITÉ HISTORIQUE »

Ces festivités autour de la victoire soviétique servent également le récit officiel russe face à l'Occident et à la guerre en Ukraine. « Avec nos amis chinois, nous défendons fermement la vérité historique, protégeons la mémoire des événements des années de guerre et luttons contre les manifestations modernes de néonazisme et de militarisme », a ainsi affirmé Vladimir Poutine, qui a décrété une trêve de trois jours de manière unilatérale. Le président ukrainien a déploré que cette initiative n'ait pas été coordonnée et l'a rejetée.

Dans le quotidien *Novaïa Gazeta*, l'historien russe Kirill Kobrin écrit que « le Jour de la victoire a été célébré pour la première fois en Union soviétique à l'occasion du 20^e anniversaire de la défaite allemande, en 1965. Il a été utilisé dès le départ comme un outil politique par Leonid Brejnev pour redorer l'image de l'URSS à l'échelle internationale ». Au fil des années, Vladimir Poutine s'en est servi comme d'une véritable tribune mémoire et a développé, à partir de l'invasion de l'Ukraine en 2022, un discours politique.

Des initiatives doivent également se tenir en Russie en marge du 9 mai. Les épouses, les sœurs et les mères d'hommes mobilisés, qui ont multiplié les actions depuis plus d'un an, ont annoncé leur intention d'organiser une manifestation silencieuse ce vendredi. Devant la flamme éternelle et la tombe du soldat inconnu, toutes deux situées près des murs du Kremlin, elles veulent dénoncer « le coût humain » d'une guerre qu'elles considèrent comme « injuste et non désirée ». Sur Telegram, le média SOT Avision confirme que l'association The Way Home « a appelé les citoyens de tout le pays à déposer des fleurs sur les principaux monuments aux morts à midi pile, heure locale » et « encouragé les participants à porter des foulards blancs, des fleurs et des portraits de leurs proches, non pas en signe de célébration, mais en signe de deuil et de protestation ». ■



Saint-Pétersbourg, le 2 mai. 4 500 portraits de combattants de la Seconde Guerre mondiale composent cette fresque. OLGA MALTSEVA/AFP

VADIM KAMENKA

« **U**ne nouvelle histoire débute. » C'est par ces mots, dans un communiqué publié le 19 décembre 2022, que Eagle Football Group annonçait son rachat d'OL Groupe, la société holding de l'Olympique Lyonnais (OL). Moins de deux ans et demi après, l'histoire tourne au cauchemar. Dans le rouge financièrement depuis des mois, l'OL, qui se déplace ce samedi 10 mai à Monaco pour tenter de rester dans la course à la qualification à la juteuse Ligue des champions, est devenu le symbole de la financiarisation du ballon rond qui mène des clubs à leur perte.

Sanctionné à la mi-novembre par la Direction nationale de contrôle de gestion (DNCG), le gendarme financier du foot français, l'OL s'est vu imposer un encadrement de sa masse salariale, une interdiction de recruter et une rétrogradation en Ligue 2 à titre conservatoire à l'issue de la saison, si son président John Textor ne redresse pas ses comptes.

Endetté à hauteur de 463,8 millions au 30 juin 2024, Eagle Football Group, l'entité à la tête de l'OL et du Groupama Stadium, a vu son endettement financier net de trésorerie (créances et dette joueurs comprises) passer à 540,7 millions d'euros au 31 décembre 2024. Pour amadouer la DNCG, lors de son audition il y a six mois, l'homme d'affaires américain a alors promis un refinancement mais l'argent tarde à venir.

L'OL N'EST PLUS MAÎTRE DE SON DESTIN

Parmi les solutions proposées, John Textor s'est engagé à introduire la maison mère Eagle Football Holdings à la Bourse de New York pour le premier semestre 2025. Mais l'opération, qui doit rapporter 150 millions d'euros, n'a toujours pas été réalisée. Même chose pour la vente des parts d'Eagle dans le club anglais de Crystal Palace, actuellement 12^e de Premier League, dont 40 millions d'euros doivent être destinés à l'OL. Selon RMC Sport, Eagle Football Holdings, qui chapeaute ses clubs de football (Botafogo au Brésil, l'OL, Molenbeek en Belgique) aurait été frappée d'un premier avis de radiation du registre britannique du commerce et des sociétés pour ne pas avoir rendu publics ses comptes depuis juin 2024...

Afin de donner quelques gages à la DNCG, Eagle et ses actionnaires ont apporté 83 millions d'euros en trésorerie tandis que les transferts du mercato d'hiver ont permis de récolter 60 millions d'euros de recettes et d'alléger la masse salariale. Par ailleurs, un

« plan de sauvegarde de l'emploi » et de départs volontaires lancé à l'automne est sur le point d'être finalisé, selon le club. Mais en ayant écarté en quelques mois son directeur sportif (David Friio), son entraîneur (Pierre Sage) et son directeur général (Laurent



Le 4 mai, à Décines-Charpieu (Rhône). L'attaquant lyonnais Malick Fofana et le milieu de terrain lensois Adrien Thomasson, lors de la défaite de l'Olympique lyonnais face au RC Lens. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

Lyon en plein marasme financier et sportif

FOOTBALL Très endetté et distancé dans la course à la Ligue des champions, l'Olympique Lyonnais voit la menace d'une rétrogradation administrative en Ligue 2 se rapprocher dangereusement.

Prud'homme), John Textor a dû aussi mettre la main à la poche...

Endetté auprès d'Ares, un fonds d'investissement américain basé à Los Angeles, pour l'achat d'OL Groupe, l'homme d'affaires pourrait selon certaines rumeurs être écarté d'Eagle Group Holdings par le mastodonte, au plus de 500 milliards de dollars d'actifs sous gestion, qui commence à s'impatienter. Quoi qu'il arrive, le club devra vendre cet été ses meilleurs joueurs comme Corentin Tolisso ou encore Rayan Cherki.

Sportivement, l'OL a aussi fait miroiter à la DNCG une possible qualification à la très rémunératrice Ligue

des champions à l'issue de la saison, pouvant lui rapporter au moins 50 millions d'euros. Mais à deux matchs du terme en étant 7^e de Ligue 1 avec 54 points, à cinq longueurs de Marseille (2^e, 59 points) et à quatre de Monaco (3^e, 58 points), Lyon n'est plus maître de son destin pour retrouver la C1, qu'il n'a plus disputée depuis 2020.

L'UEFA EST TRÈS INQUIÈTE

Depuis son incroyable élimination (5-4) face à Manchester United en quarts de finale retour, le 17 avril, après avoir mené de deux buts en prolongations, l'OL a du mal à se remettre. Battus 2-1 lors du derby par Saint-Étienne, qui lutte pour ne pas descendre en L2, puis par Lens à domicile, les Gones peuvent se raccrocher à l'espoir de la 4^e place qui permet une qualification pour la C1 avec

des barrages. Mais Nice (4^e, 57 points) est le mieux placé grâce à une meilleure différence de buts sur Lille (5^e, 57 points) et Strasbourg (6^e, 57 points). Or ces trois clubs possèdent trois points d'avance sur l'OL...

Pour ne rien arranger, le journal *l'Équipe* a révélé, ce jeudi, que l'UEFA, très inquiète de la situation financière de Lyon, a proposé au club un « accord négocié » afin de lui éviter une exclusion des compétitions européennes la saison prochaine. Par cette conciliation, la commission de contrôle financier des clubs infligerait à l'OL une amende de plus de 10 millions d'euros, accompagnée d'un plan de retour à l'équilibre avec un encadrement de sa masse salariale et un contrôle de ses transferts. L'OL est loin d'être sorti d'affaire... ■

NICOLAS GUILLERMIN

«Nous vivons une dépossession démocratique»

Journey Through Life, de Femi Kuti, Partisan Records

Désormais sexagénaire, Femi Kuti a entrepris son « Voyage à travers la vie » dans ce nouvel album marqué par la sagesse et la spiritualité, filé de dix morceaux éruptifs et générueusement cuivrés. Le saxophoniste, qui met en selle et à son tour son fils Made, n'en a pas pour autant abandonné le combat pour le peuple nigérian, toujours risqué dans ce géant d'Afrique où les problèmes s'accumulent.

Le titre de l'album, *Journey Through Life*, suggère que vous aviez besoin de faire le point sur votre vie et d'observer le chemin parcouru. Est-ce ce qui vous a motivé à l'écrire ?

Tout à fait. J'ai commencé à travailler sur l'album alors que ma fille se faisait opérer. Elle est partie en Inde avec sa mère, et je ne pouvais pas être avec elles. La seule façon de garder mes esprits était de continuer à écrire de la musique. J'ai utilisé tout ce stress et ces émotions pour parler de ma vie au sens le plus personnel, des choses qui m'ont guidé durant toutes ces années.

Vous ne lâchez toutefois pas les sujets politiques, comme la corruption endémique au Nigeria. N'y a-t-il pas un sentiment d'échec après toutes ces années passées à la dénoncer ?

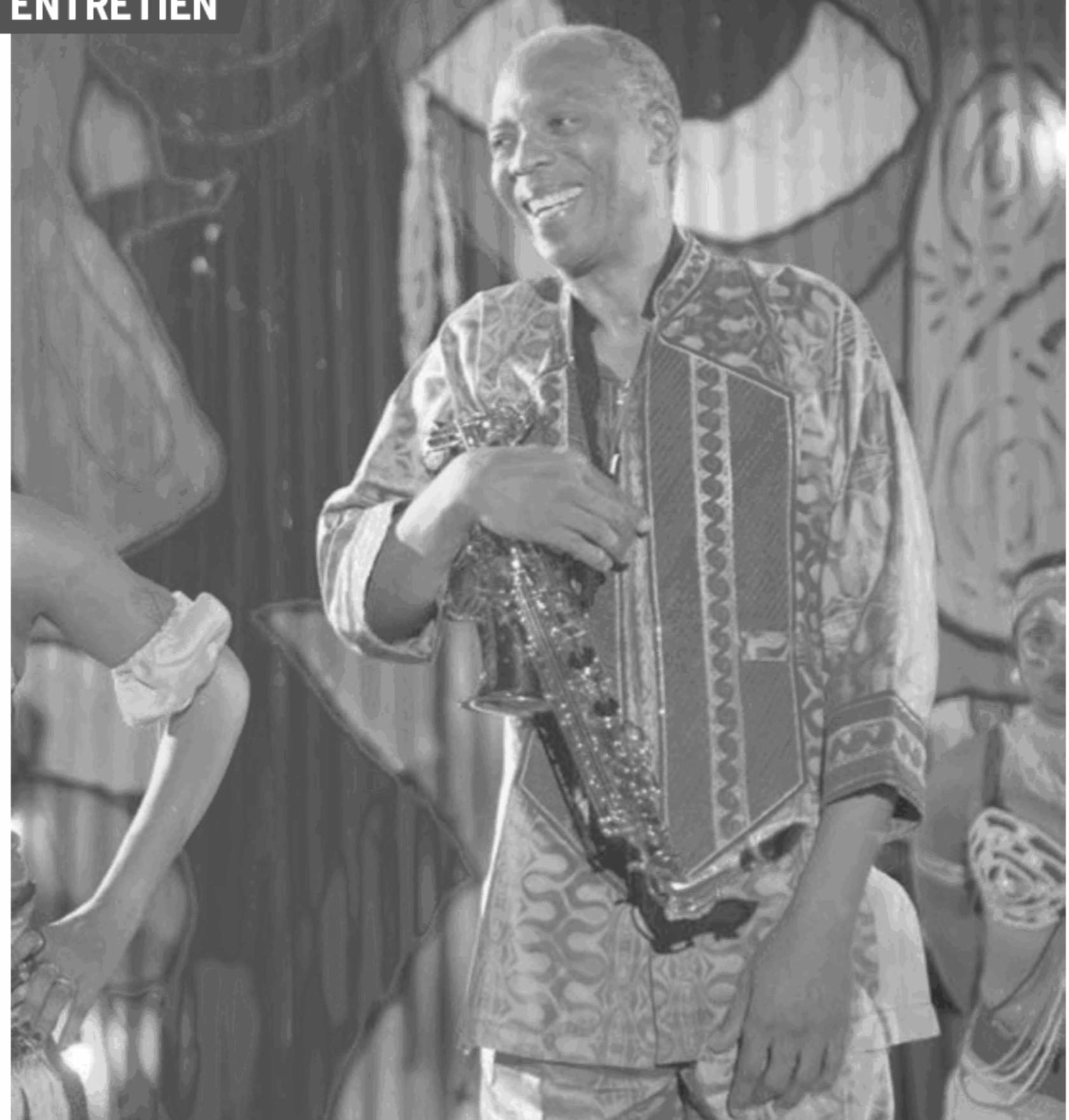
Il faut rester optimiste. Si vous écoutez le morceau *Work on Myself*, j'évoque ce monde en plein chaos, la corruption. Mais je me dis que, peut-être, le problème réside dans notre manière de toujours vouloir convaincre les gens. Lorsque vous forcez les gens à voir les choses comme vous, vous devenez une sorte de petit dictateur. Je pense que l'essentiel est de se rendre soi-même meilleur. C'est une autre façon de mener la lutte.

Il y a aussi *After 24 Years*, qui épingle l'évolution de la vie nigériane. Que s'est-il passé durant ce quart de siècle ?

Les choses ont empiré. En 1998, j'ai écrit *Sorry, Sorry*, une chanson qui reste très populaire. J'y disais qu'entre les politiciens et les soldats il n'y avait pas de vraies différences. *After 24 Years* signifie que *Sorry, Sorry* visait juste. Nous vivons aujourd'hui une sorte de dépossession démocratique. Les civils ont eu vingt-quatre ans pour améliorer nos vies, mais la corruption, la cupidité, toutes les choses dont nous nous plaignions quand l'armée gouvernait sont toujours là.

MUSIQUE Longtemps tributaire du combat initié par son père, Fela, **Femi Kuti** fait un pas de côté avec *Journey Through Life*, un album plus introspectif, au son d'un afrobeat toujours aussi charpenté.

ENTRETIEN



Avec le titre *After 24 Years*, le chanteur déplore la corruption, très présente dans son pays. SLEVIN SALAU

Comment expliquez-vous une telle corruption au Nigeria ?

Je pense qu'il y a de la corruption partout. En Europe, elle est juste plus organisée, moins visible. Car, que ce soit en Amérique ou en Europe, vous jouissez de choses basiques comme l'électricité, l'eau, la santé. Bien que, dans des endroits comme l'Angleterre, le système de santé s'effondre lentement. J'étais à San Francisco il y a deux ans, et j'ai vu tellement de sans-abri... C'est notre éducation qui est en jeu. C'est toujours « moi, moi, moi », « je veux, je veux, je veux », la cupidité en somme. La vertu était quelque chose de très important dans nos traditions. Sans elle, vous ne pouviez pas devenir médecin, musicien ou avocat. Je pense que ces valeurs manquent cruellement aujourd'hui. Dans ma culture, on croit en la vie après la mort. Or, qu'emportez-vous quand vous mourez ? Pas votre argent ni votre jet privé, mais des valeurs spirituelles, d'amour.

Vous dirigez depuis longtemps le New Afrika Shrine dans la banlieue de Lagos, qui reprend le flambeau du Shrine (sanctuaire) créé par votre père et détruit par l'armée en 1978. Quel est aujourd'hui le rôle de cette salle mythique ?

Nous avons beaucoup de difficultés à l'entretenir, à régler les factures d'électricité. Nous jouons là-bas pour 1,30 dollar seulement, mais nous avons des musiciens et des salaires à verser. On a même dû faire face à de la corruption

à l'intérieur du Shrine, c'est fou ! Mais c'est un rêve que nous perpétuons ma sœur et moi. Nous avons voulu en faire un sanctuaire où hommage serait rendu à des personnes qui se sont battues pour l'émancipation : Bob Marley, Peter Tosh,

Mohamed Ali, ma grand-mère (Funmilayo Ransome-Kuti, figure de la gauche nigériane morte des suites d'une défenestration par l'armée - NDLR), Marcus Garvey, Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah. Nous avons voulu y installer une bibliothèque pour que les gens puissent lire. On y joue toujours de la musique et nous tenons debout. Et, malgré tous ces problèmes, rien au monde ne ressemble au Shrine, je peux vous le dire. C'est un endroit emblématique.

Comment voyez-vous l'avenir de votre pays et des relations entre l'Europe et l'Afrique ?

Nous devons comprendre que cette planète est comme une maison. L'Europe ne peut faire autrement que de soutenir le développement. Le problème est que tout le monde continue de soutenir la corruption pour accaparer les ressources. Aujourd'hui, 90 % de la population nigériane veut quitter le pays. C'est en train de devenir un problème pour l'Europe et il y a maintenant des extrémistes parmi vous. Nous devrions donc nous demander : voulons-nous un désastre en Afrique ou une Afrique rayonnante ? Imaginez l'équivalent de votre TGV allant de Lagos à Johannesburg en passant par le Cameroun, le Kenya, la Guinée. On créerait des emplois et de la fierté pour les Africains. Si nous parvenons à faire du Nigeria un endroit désirable, les Français viendront ici, mais pas à des fins destructrices et sans racisme, et nous irons en France. Je vais vous raconter une anecdote : quand mon père est mort, certains membres de son groupe ont dit qu'ils ne m'aimaient pas parce que j'avais du sang anglais et que ma mère est à moitié blanche, et ils ont préféré soutenir mon frère dont la mère était Africaine. Aujourd'hui, les problèmes tribaux sont effrayants au Nigeria. Ceci pour vous dire que le problème n'est pas de savoir qui est yoruba, igbo ou haoussa. Il est simple : nous n'avons pas de bon système de santé, pas d'électricité, les routes sont mauvaises, l'éducation ne fonctionne pas, il y a trop de pauvreté et le coût de la vie est insupportable. Voilà les sujets dont nous devrions discuter. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CLÉMENT GARCIA



L'auteur-compositeur lillois a eu envie de se « cuivrer » en rendant hommage à l'illustre crooner. JADE DE BRITO

Voyou fait vibrer le répertoire d'Henri Salvador

MUSIQUE Dans un album tout juste réédité, le chanteur trompettiste Thibaud Vanhooland modernise le répertoire de l'interprète de Syracuse, en gardant son esprit original.

Henri Salvador est un voyou, de Voyou, Entreprise / A + LSO / Sony Music

Soixante-dix ans de carrière et quelque 3 000 chansons. « Je suis heureux de plonger dans le répertoire immense d'Henri Salvador et d'avoir déniché des perles pas forcément connues pour les faire découvrir aux gens. » Dans les Royaumes minuscules, son précédent disque studio, Voyou mêlait la pop au jazz et aux rythmiques latines. C'est donc tout naturellement que l'auteur-compositeur lillois de 36 ans a eu envie de se « cuivrer » de Salvador. Ce qui lie encore les deux artistes ? « Ma façon de faire de la musique est très proche de celle d'Henri Salvador, note Voyou. Comme lui, je travaille chez moi dans mon studio avec mes instruments en totale autonomie, autant pour les arrangements que pour la composition. »

S'il étoffe harmoniquement l'éternelle *Chanson douce*, Voyou s'empare aussi du *Scaphandrier* (1950), découvert à l'adolescence. Le choc est alors esthétique. « Les parties

instrumentales dessinent autour des paroles tout un paysage qui donne à la chanson un autre sens. C'est quelque chose que j'ai gardé quand je compose. » Dans sa version de *Syracuse*, le musicien met en avant la mélodie, plus rapide ici que l'originale. « Je l'ai transformée à la manière du jazz éthiopien, c'est-à-dire en ajoutant d'autres cuivres qui font la même mélodie, mais avec une tierce en dessous et une quinte au-dessus. Avec la basse, la batterie et le piano, l'ensemble groove un peu. » Et dire que ce morceau légendaire n'était au départ qu'une face B d'un 45 tours. « Pendant une grande partie de sa carrière, rappelle Voyou, Salvador a eu son propre label, il était indépendant, et c'est sa femme qui gérait ses affaires. Elle le poussait à faire des chansons rigolotes qui rapportaient de l'argent. Dans ses faces B, il mettait donc des morceaux sublimes qui lui tenaient à cœur, dont un grand nombre a été oublié. »

« **IL A JOUÉ AVEC DJANGO REINHARDT ET QUINCY JONES** »

Et de rappeler qu'il fut une très grande source d'inspiration pour la bossa-nova, et en particulier pour l'artiste brésilien Carlos Jobim qui a entendu *Dans mon*

île (repris par Voyou) dans le film *Nuits d'Europe* (1958), où Salvador chante dans un cabaret à Paris. « C'est ce qui donnera à Jobim l'idée de ralentir et de ne garder que la guitare, les percussions et la voix dans ses premières chansons bossa-nova dont *Garota de Ipanema*. Et dans l'album *Bad*, de Michael Jackson, Salvador est remercié, ce qui est fou quand même ! En France, il y a plein de choses que l'on n'a pas captées de lui. Il a joué avec Django Reinhardt et le trompettiste américain Quincy Jones. Or nous, on le connaît surtout pour les dernières années de sa vie. »

Voyou avait aussi à cœur de partager les *Voleurs d'eau*, jamais joué sur scène par l'illustre crooneur. « C'est morceau parle de colonisation, du fait de s'emparer de terres qui ne sont pas les siennes et d'un équilibre du vivant perturbé pour faire de l'argent. Elle est très actuelle je trouve. »

Cet automne, le chanteur entamera une mini-tournée avec en point d'orgue un concert parisien le 7 octobre aux Folies Bergère, où il sera entouré de 12 musiciens prêts eux aussi à recevoir des « salves d'or » d'applaudissements. ■

INGRID POHU

L'indépendance économique, clé de la libération des femmes

TÉLÉVISION Les Françaises ont dû attendre 1965 pour obtenir le droit d'avoir un compte bancaire et d'exercer une profession sans l'accord de leur mari. Un documentaire riche sur les luttes féministes.

L'Émancipation des femmes, une histoire d'argent,
Public Sénat, dimanche, 9 h 30

Le patriarcat économique dépossède les femmes de leur indépendance financière. En France, à temps de travail égal, les femmes touchent 15 % de moins que les hommes dans le secteur privé ; le divorce entraîne pour elles une perte de niveau de vie de 22 %, contre 3 % pour les hommes ; et le montant de leur retraite est en moyenne moins élevé de 40 %. En 2019, un an avant sa mort, Gisèle Halimi s'est adressée aux femmes dans les colonnes du *Monde* : « Votre indépendance économique est la clé de votre libération. » Ces mots résonnent avec ceux tenus par l'économiste Rebecca Amsellem, dans un documentaire consacré à l'émancipation des femmes par l'argent diffusé sur Public Sénat ce dimanche : « Tant que les femmes n'auront pas un patrimoine économique financier équivalent de celui des hommes, il sera possible de leur retirer leurs droits politiques, sexuels, et tous les droits qu'elles ont aujourd'hui dans notre société. »

OUTIL DE CHANTAGE

À l'échelle du couple, le mécanisme est le même : l'argent représente un outil de chantage, et est largement utilisé dans les situations de violences conjugales. « Pourquoi c'est si difficile pour une femme de quitter son conjoint violent ? », lance Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. « Parce que lorsqu'on gagne moins que son conjoint, ou que l'on n'a pas d'indépendance économique, le risque de se retrouver à la rue et de ne pas nourrir ses enfants plane. »

Pendant longtemps, les femmes ont été exclues de la sphère économique. Pourtant, « elles ont toujours travaillé, que ce soit dans les champs ou au sein même du foyer, raconte l'historienne Michelle Perrot. Simplement, c'était un travail invisible, silencieux et non rémunéré ». Lors de la révolution industrielle, les femmes arrivent dans les usines. Les conditions de travail sont très dures, si bien que certains ateliers de femmes ont été comparés à des prisons ou des couvents.



Les « munitionnettes » de la Première Guerre mondiale.

« Elles n'avaient pas le droit de se parler et parfois même d'aller aux toilettes », signale l'historienne Christine Bard. Le tout pour un salaire insuffisant à toute autonomie financière. « Le risque, c'est qu'elles soient libres. Que deviennent les hommes si les femmes sont libres ? C'est une question qui les taraude depuis des siècles », résume la sénatrice socialiste du Val-de-Marne, Laurence Rossignol. De la première école professionnelle pour les femmes en 1862, à leur accès à la Bourse en 1967, en passant par les « munitionnettes » de la Première Guerre mondiale, la révolution administrative, ou les accords de Matignon de 1936, ce riche documentaire retrace l'émancipation des femmes par le travail et l'argent. ■

HONORINE LETARD

PROGRAMME TÉLÉ



1525 : la révolte des paysannes,
Arte, samedi, 22 h 25

Il y a cinq cents ans, en Allemagne, éclatait la guerre des Paysans, qui dirigeaient leur colère contre le clergé et la noblesse. Émergent des revendications sociales, économiques et religieuses inédites. Longtemps, cette période a été considérée comme une affaire d'hommes. Quel était le rôle des femmes lors de ces révoltes ? Explications.



La Case du siècle. Giscard et l'Europe :
chronique d'un rêve inachevé, France 5, dimanche, 22 h 35

Dans ce documentaire, le parcours de Valéry Giscard d'Estaing est relaté de 1945 à 2005, année du référendum sur la Constitution européenne. Cinquante minutes durant lesquelles la parole n'est donnée qu'à des politiques et journalistes de droite : Alain Lamassoure, Jean-Louis Bourlanges, Alain Duhamel... Nulle place au débat.

Petits meurtres en famille : la vérité derrière les apparences

TÉLÉVISION Dans l'un des ses derniers rôles Émilie Dequenne donne la réplique à Corinne Masiero. Un épisode inédit de *Capitaine Marleau*.



Capitaine Marleau, la septième danse,
France 2, vendredi, 21 h 10

Avec son allure dégingandée, son franc-parler et ses propos parfois incohérents, la capitaine de gendarmerie Marleau (Corinne Masiero) provoque parfois la peur chez ses interlocuteurs. Comme dans cet épisode, où elle doit régler une affaire surprenante. Alors que se tiennent un festival de danse de salon, emmené par le couple Rémonville, Véronique (Émilie Dequenne) et Alexandre (Grégoire

Bonnet), leur fille, Bérénice (Aminthe Audiard), disparaît. Elle laisse sa guitare massacrée sur son lit, en même temps que son portable et la robe déchirée qu'elle portait. Parallèlement, l'oncle de la victime, Luc (Christopher Thompson), est retrouvé chez lui dans une mare de sang, assassiné. Qui pouvait en vouloir à Luc, tranquille gargon anarchiste, qui a les mêmes goûts musicaux que la capitaine et a fréquenté les mêmes concerts de Nirvana dans les années 1990 ? Elle commence donc à enquêter, aidée de sa collègue, surnommée « Speedy » et prénommée Élodie (Aurélie Verillon). Mais comme souvent avec la capitaine, la vérité se cache derrière les apparences. Elle commence illico à interroger du village, la

veuve éploquée, les habitants et cette drôle de famille. Car on sent, dès les premières minutes du téléfilm, qu'un énorme secret va rebondir sur cette tranquille famille. La comédienne Émilie Dequenne joue l'un des rôles principaux de cet épisode. Décédée le 16 mars à l'âge de 43 ans, l'actrice interprète ici avec grâce une professionnelle de danse de salon. Se lancer à corps perdu dans cette activité lui permet d'oublier les réalités de ce monde. Dès les premières minutes, le contrôle coercif exercé sur elle par son mari crève l'écran. En subtilité, le téléfilm raconte donc une histoire d'émancipation, à la fois grave et légère. Tourné entre mai et juin 2024, ce film tient toutes ses promesses. ■

CAROLINE CONSTANT

Carnet

Georges Rosso est décédé à l'âge de 95 ans. Maire communiste du Rove, dans les Bouches-du-Rhône, durant quarante-quatre ans, il avait passé la main à son premier adjoint, Paul Sabatino, en mars dernier. Né à Marseille, l'enfant issu d'une famille italienne modeste s'orienta très vite vers la musique et la pratique du saxophone. Devenu musicien professionnel, il joue dans les orchestres de jazz et de variété de la région. En 1955, il est embauché à la poste Colbert à Marseille et adhère à la CGT. Le postier rejoint ensuite le PCF. En 1971, il déménage au Rove, petite commune de l'aire marseillaise. Le militant est élu conseiller municipal avant de prendre la succession d'Étienne Mathieu, en 1981. Sous ses mandatures, la commune engage de nombreuses réalisations publiques. S'opposant à une métropolisation à marche forcée et au non-respect des communes, il deviendra vice-président de la métropole Aix-Marseille-Provence. Ses obsèques se tiendront le 10 mai à 10 h 30 au complexe sportif Blaise-Gouiran, suivies de l'inhumation au cimetière du Rove. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

Les obsèques de l'ancien maire Roger Mei (lire *l'Humanité* du 7 mai) se dérouleront le 10 mai à 12 h 15 en mairie de Gardanne (Bouches-du-Rhône), cours de la République.



l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence

Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance.
Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité*
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 1^{er} juillet 2024 36 033 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Souscription 2025

Le prix de la vérité



JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM _____ € _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



RETOURNAZ VOTRE DON VERS L'IMPÔT

VOUS NE VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA limite de 20 % du revenu imposable.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €.

Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité
Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,
5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

LE COIN DU FOUCHEMATE



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE L. PROKES, 1950 *
Les Blancs jouent et gagnent

4.fxg5# 1-0
6.f4 Rf7=) 3...Ff6 4.f4 Fd8 5.Ce4 Fxh4 6.Cd6 Fg3 7.Cf5# 3.f4 Fxg5+ (3...Ff1 4.Cxf7#)
(2.Cxg3?= pat) 2...Fxh4 (si : 2...Ff6+ 3.Rxf7 ((3.Rxe5 f6+! 4.Rf5 fxg5 5.hxg5+ Rg7
SOLUTION : 1.Ce4! Fxg3 (après : 1...Fb4 2.Rxf7 est un gain technique). 2.Cg5

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ??
Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -+ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

AGORA

Vers une union de la droite et de l'extrême droite?

POLITIQUE Incapable de formuler une proposition autonome, le parti « Les Républicains » mise sur une rhétorique d'extrême droite pour tenter de retrouver son influence électorale. Ce faisant, l'organisation crée les conditions d'une convergence avec le Rassemblement national.

Les 17 et 18 mai, les adhérents des « Républicains » (LR) sont appelés à élire leur prochain président. Dominant à droite avant 2017, le parti concurrencé par le centre et l'extrême droite s'est depuis effondré électoralement. L'actuel ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et l'ancien président de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Laurent Wauquiez, qui sont en lice, tiennent des discours proches de ceux de l'extrême droite, au point d'interroger sur ce qui sépare encore LR et le RN.

La tripartition du champ politique observée lors des législatives est-elle pérenne ?

Emmanuel Negrer Ses équilibres sont mouvants. Entre 2022 et 2024, le bloc central s'est affaibli. La transformation du champ politique en cours ne plaide pas pour une pérennité de cette tripartition.

Emilien Houard-Vial L'équilibre entre les différentes parties est suspendu au quinquennat finissant d'Emmanuel Macron et au fait que le RN aura finalement ou non la possibilité d'accéder au pouvoir. La situation peut évoluer, mais il est peu probable que l'on retrouve celle d'il y a une dizaine d'années.

Pierre Wadlow Il y a toujours eu plusieurs blocs dans l'histoire politique. Ce qui est nouveau, ce n'est pas l'apparition du centre, mais c'est le poids qu'il a pris. La structuration du champ politique est différente de ce qu'ont en tête les électeurs et les électrices. Le clivage gauche-droite reste un élément assez structurant sur lequel ils continuent majoritairement à se situer. Cela suggère que la tripartition peut être amenée à bouger.

Renaissance peut-il survivre à Emmanuel Macron ?

Emilien Houard-Vial Par le passé, des partis, comme le gaullisme, qui ont émergé un peu soudainement, ont réussi à se faire une place durable. La question est de savoir si le macronisme a une existence institutionnelle propre, un programme et un fonctionnement partisan important. Renaissance a essayé de sortir du « mouvementisme ». Certains à droite pensent qu'il va s'effondrer une fois Emmanuel Macron parti, mais une force qui capte encore 15 à 20 % des électeurs peut aussi ne pas disparaître comme ça.

Que visent les tenants d'une fusion entre Renaissance et le Modem ?

Emilien Houard-Vial Renaissance et le Modem ont conscience de partager les mêmes origines et le même électorat. Leur grande difficulté est d'exister. Y aura-t-il à l'avenir un centre indépendant ou va-t-on retrouver un centre rattaché à la droite, comme ce fut le cas de l'UDF ?

Emmanuel Negrer Nous assistons au retour d'une logique politico-partisane assez traditionnelle plutôt qu'à la persistance de la promesse de 2017 : engendrer un nouveau personnel politique et un autre lien entre politique et société. Comme à gauche avec LFI, le « mouvementisme » a largement échoué à restructurer l'offre politique, et cela quelle que soit la faiblesse de la structuration partisane en France.

Le manque de structuration est-il une faiblesse ?

Emmanuel Negrer Cela n'est pas vrai de la même manière pour tous les partis. Le RN prospère sans enracinement territorial fort. En revanche, les autres ont besoin de cette structuration et de produire un récit et une logique d'articulation entre la société et la politique.

Dans quelle situation se trouve LR ?

Emilien Houard-Vial LR est en phase avec ses électeurs. Le parti est particulièrement anti-immigration, pro-autorité, sécuritaire et très libéral économiquement. En termes de vision, il continue de croire à la capacité de la droite à se maintenir. Sans doute ces responsables continuent de penser que les raisons de la défaite ou de la victoire se situent à leur droite, en dépit de certaines évidences comme la fuite de leur électorat vers Emmanuel Macron. Sans doute est-ce aussi parce que Bruno Retailleau ou Laurent Wauquiez se sont construits sur ce créneau-là. Ils croient que les Français veulent ça, mais cela traduit aussi une vision court-termiste de la politique. Les discours s'élaborent au jour le jour en fonction de l'actualité législative ou de la partie adverse. Ce qui manque à LR, c'est une capacité à exister en tant qu'institution en lien avec la société et dotée une réflexion plus profonde.

La domination de Retailleau ou Wauquiez sur LR n'est-elle pas le résultat du rétrécissement de sa base sociologique à sa composante la plus conservatrice ?

Les
Rép





IR
ublicains

vu dans les années 1980 et 1990 avec des alliances plus opportunistes qu'idéologiques avec l'extrême droite pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte. On le voit aujourd'hui avec la difficulté de se positionner sur des bases autonomes. En Pays de la Loire, la présidente, Christelle Morançais, tourne complètement le dos à la tradition d'intervention culturelle inaugurée par Malraux, à l'inverse de ce que fait Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France. Deux visions s'opposent radicalement sur un domaine à haute valeur symbolique.

Pierre Wadlow Penser qu'il suffit de radicaliser son discours sur l'immigration pour récupérer l'électorat de l'extrême droite est un pari risqué. Les électeurs peuvent toujours préférer l'original à la copie. Lutter contre l'abstention implique de proposer une offre politique très identifiée, comme le fait le RN. L'offre politique de la droite n'est pas particulièrement lisible. L'électorat populaire d'extrême droite n'est pas constitué uniquement d'anciens électeurs de droite. Une partie de l'électorat du RN est critique de la mondialisation à laquelle la droite et son électorat sont attachés. Le FN est devenu un des partis les plus interclassistes. Derrière la géographie électorale, il y a une géographie sociale, avec des populations différentes qui réagissent différemment aux mêmes discours.

Quelle différence entre les projets politiques de Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez ?

Emmanuel Negrer J'aurais pu vous répondre si vous m'aviez interrogé sur la différence entre celui de Jacques Chirac et celui de Valéry Giscard d'Estaing. Ils exprimaient des différences assez significatives sur leur rapport à l'État ou encore au libéralisme.

Émilien Houard-Vial Les adhérents n'ont pas à choisir une ligne politique, mais entre deux rapports différents à la participation gouvernementale et deux personnalités. Les alternatives au consensus radical à droite peinent à émerger.

Pierre Wadlow Si des politistes peinent à établir des différences entre ces personnalités, rien d'étonnant donc que cela soit compliqué pour les électeurs et électrices.

Émilien Houard-Vial Le discours de la droite s'adresse à des personnes politisées. Sa grande difficulté est de s'adresser à ceux qui regardent la politique de plus loin.

Pierre Wadlow Une partie de la droite a fait du «wokisme» son ennemi principal. La droite surestime l'importance de ces questions dans l'électorat populaire.

L'électorat RN a été décrit comme constitué d'une composante populaire dans le Nord et l'Est, et une plus aisée dans le Sud. Est-ce encore pertinent ?

Emmanuel Negrer La thèse d'Arnaud Huc a montré que l'électorat FN puis RN était constitué d'une sociologie plus populaire au nord et une plus classe moyenne dans le Sud-Est. Un électorat au capital scolaire peu élevé, et que l'on retrouve très fort dans les secondes couronnes périurbaines, souvent confrontées à des difficultés économiques indiscernables et à un réel problème de reconnaissance et de lien social. La tendance actuelle à la centralisation sociologique de l'électorat RN se traduit par une forme d'embourgeoisement au nord et de popularisation au sud. Il y a une convergence de ces électeurs.

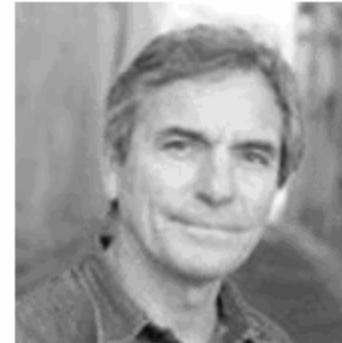
Pierre Wadlow Au sein même du Nord, il y a des logiques sociales distinctes derrière le vote RN. Des profils sociaux assez semblables peuvent abriter des logiques de vote RN différentes. Le bassin minier est assez homogène socialement, mais recèle des trajectoires de socialisation politique très différentes. Dans ce bassin, les petites élites économiques sont une minorité sociale, mais portent le discours du RN. Le fait que l'électorat RN soit populaire ne doit pas conduire à ignorer le rôle central des élites économiques dans la diffusion des idées frontistes.

Quels sont les ressorts du vote RN ?

Pierre Wadlow Dans le Nord, la question du pouvoir d'achat est souvent la première préoccupation, mais arrive très rapidement la question de l'immigration. Comme l'a montré Félicien Faury, ce qui tient ensemble un bourgeois de l'Ouest parisien, un membre des classes populaires du Nord et un membre des classes moyennes du Sud, c'est le racisme et l'islamophobie. Le racisme est un rapport social transversal et structurel, mais la façon dont il va être exprimé est assez spécifique selon qu'on est membre des classes populaires du Nord ou un bourgeois de l'Ouest parisien et suivant le fait qu'on est challengé sur le marché de l'emploi ou sur le marché immobilier.

Emmanuel Negrer Félicien Faury a montré qu'émerge de l'électorat un besoin de protection qui n'est pas satisfait par l'offre politique classique. Lors de mes enquêtes, ■■■

EMMANUEL NÉGRER
Directeur de recherche en science politique à l'université de Montpellier



«Le seul obstacle à une alliance LR-RN c'est le programme économique.»

«Y aura-t-il à l'avenir un centre indépendant ou va-t-on retrouver un centre rattaché à la droite?»

«Une partie de la droite a fait du “wokisme” son ennemi principal.»

Émilien Houard-Vial C'est le résultat du discours de la droite. Quand Nicolas Sarkozy a fait son virage à l'extrême droite, la droite se portait bien électoralement. Il a enclenché une demande de radicalisation. Si LR était guidée par les logiques électoralles de récupération de l'électorat qui est parti vers le macronisme, je ne suis pas sûr que ces représentants tiendraient des discours aussi peu rationnels.

Emmanuel Negrer Retailleau et Wauquiez incarnent deux segments assez classiques de la droite. D'un côté, l'alliance du sabre et du goupillon avec Bruno Retailleau et, de l'autre côté, Laurent Wauquiez, conservateur issu d'un milieu d'industriel, a fait ses premières armes au sein de la démocratie chrétienne. Ils ont tendance à converger vers quelque chose de peu structuré idéologiquement et se proposent de faire fructifier un capital politique sur le courant porteur du moment plutôt que sur une base idéologique qui permettrait de construire un projet politique autonome d'un certain centre, de la gauche et évidemment de l'extrême droite. La droite est empêtrée depuis longtemps dans ces difficultés. On l'a

■■■ j'ai moi-même constaté que l'électeur du RN explique son vote par un traumatisme ou un problème, et très rarement par une conviction personnelle « positive » ou le soutien à un programme précis. Benoît Coquard a montré que le vote RN s'est installé. Dans les communes, les patrons de bar ou les encadrants du club sportif, qui étaient hier les piliers d'un vote classique de gauche ou de droite, sont devenus ceux du vote RN. Quand vous vivez dans une commune où le vote RN atteint 10 %, vous ne revendiquez pas ce vote. Quand il atteint 60 %, cela devient une certaine normalité.

Le soutien des élites locales dispense-t-il de se doter d'un appareil partisan ?

Emmanuel Negrer Le dégoût de la politique est un moteur paradoxal du vote en faveur du RN. La croissance du vote RN s'appuie à la fois sur une politisation et une dépolitisation. C'est sans doute pour cela que le RN hésite toujours entre une stratégie d'enracinement, qui implique un vrai travail de terrain, et un leadership tribunicien, pyramidal et personnalisé.

Pierre Wadlow Voter RN quand il devient majoritaire, c'est se conformer. C'est aussi se mettre du côté des gagnants. Une grande partie de la politisation à l'extrême droite passe sous les radars. Les sociabilités privées jouent un rôle très important, alors que les lieux de sociabilité traditionnels, en particulier syndicaux, associatifs et culturels, qui sont des remparts au RN, diminuent. Cela aboutit à ce qu'un ouvrier soit plus solidaire de son patron, parce qu'il le connaît, que de l'ouvrier d'à côté.

Quelles peuvent être les conséquences d'une non-candidature de Marine Le Pen ?

Émilien Houard-Vial Le vote RN est ancré. La seule disparition de Marine Le Pen n'actera pas celle du RN. Le RN a su mettre en avant plusieurs personnalités. Il a permis à Jordan Bardella d'acquérir un capital auprès des électeurs, semblable à celui de Marine Le Pen. Cela étant, le RN reste une organisation fondamentalement dépendante de sa cheffe qui conserve une capacité d'incarnation. Cela peut conduire une frange des électeurs qui y étaient très attachés à éprouver des doutes.

Ce que fait Donald Trump peut-il nuire au RN ?

Émilien Houard-Vial Si le RN ne s'en dissocie pas, cela peut dissuader une frange minoritaire et hésitante de l'électorat parce qu'elle adhère un minimum aux institutions démocratiques.

Pierre Wadlow Le discours de Trump, qui prétend renverser la table, est à rebours de ce qu'essaie d'incarner le RN. Plutôt qu'un vote pour tout changer, le vote RN est plutôt conservateur, voire réactionnaire. Ses électeurs sont en recherche d'ordre.

Une alliance entre LR et le RN est-elle à l'ordre du jour ?

Émilien Houard-Vial Le RN fait plus ou moins des appels du pied à LR. L'autonomie concédée à Éric Ciotti vise à cela, tout comme les rappels sur le fait que la politique de Bruno Retailleau sur l'immigration s'inspire de celle du RN. On constate une convergence. D'un côté, le RN cherche à donner l'image d'un parti républicain. De l'autre côté, LR a fait le chemin inverse en poussant les feux de la supposée « menace wokiste », de l'islamisme, la rhétorique de l'ennemi intérieur, etc. Les seuls arguments de LR contre l'alliance ont trait au programme économique du RN, qui n'a pourtant rien de socialiste. L'obstacle le plus important relève de la socialisation politique. La droite se vit comme l'héritière naturelle et compétente du pouvoir dans la Ve République. Éric Ciotti n'a été suivi par personne d'important. Localement, il n'y a pas eu véritablement d'alliance depuis le début des années 1990. L'alliance avec la Macronie s'enracine. Le cordon sanitaire tient, mais cela ne veut pas dire qu'il tiendra éternellement. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR PIERRE-HENRI LAB

Mai 2025: pour la paix, la justice

ROLAND NIVET
Coanimateur du comité de Rennes et porte-parole national du Mouvement de la paix

Partout en France et dans le monde, les travailleuses et les travailleurs manifestent pour le droit au bonheur, pour le droit de vivre heureux et en paix avec soi-même, sa famille, les autres et la planète, pour le droit de vivre décemment de son travail, pour les 32 heures de travail hebdomadaire, pour un travail épanouissant, pour le respect des droits des travailleurs et la pleine réalisation de leurs droits économiques et sociaux, pour pouvoir bénéficier d'une retraite décence, d'un logement pas trop cher, de la gratuité des soins, de la médecine et de l'éducation, pour une fin de vie digne.

Au mois de mai 2025, la fête des travailleurs voisine avec le 80^e anniversaire de la libération des camps de déportation nazis. Le 8 mai, c'est la victoire sur le fascisme et le nazisme, mais c'est aussi le 50^e anniversaire de la réunification du Vietnam – un pas vers la fin des guerres et des souffrances coloniales subies par ce peuple et une nouvelle étape après son calvaire. Le 8 mai, c'est la victoire sur le nazisme, mais c'est aussi le moment de rappeler les violences infligées aux peuples colonisés en Indochine, en Afrique et ailleurs, mais aussi en Algérie avec les massacres de Sétif le 8 mai 1945 qui ont précédé ceux de Madagascar quelques mois plus tard.

TRIBUNE

En ce mois de mai 2025, nous devons prendre appui sur ces différentes commémorations pour dire combien tous les travailleurs partout dans le monde ont des intérêts communs, à savoir la justice, les libertés et la paix.

La paix, c'est la convergence de nos aspirations et la possibilité de les réaliser ; la guerre, c'est toujours un échec, la mort et la fin des droits.

Le 1^{er} Mai, nous revendiquons le droit au travail, le droit à des salaires décents, à des retraites heureuses, à des jeunes radieuses et non des jeunes qui vivent dans la galère.

Le 1^{er} Mai, c'est aussi notre volonté de vivre ensemble dans le respect des différences, le droit de vivre avec une information libérée du cadenas des dominations étatiques ou financières ;

c'est l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est le droit de ne pas voir le fruit de son travail confisqué, détourné vers des augmentations insensées des budgets militaires, vers une économie de guerre incluant pour un certain nombre de pays une nouvelle course aux armements nucléaires qui pourtant sont illégaux, coûteux, dangereux et immoraux.

Oui à la paix, à la justice, à l'amitié entre les travailleurs et les peuples du monde entier ! Ce 1^{er} Mai 2025 est le point de départ de nouvelles luttes avec un nouveau rendez-vous le 16 mai pour la Journée internationale du vivre ensemble en paix.



et les libertés

Le souvenir des souffrances et des guerres passées, il y a cinquante ans ou quatre-vingts ans, pour les déportés et victimes de la Shoah, des 70 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale.

En ce mois de mai 2025, et à travers la mémoire des combats passés, nous avons aussi la possibilité et la capacité de faire monter la prise de conscience dans notre pays et dans le monde qu'aucun droit, aucune aspiration des travailleurs n'est possible sans la paix, et d'unir nos luttes en conséquence.

C'est le moment d'unir nos luttes pour les besoins sociaux, pour de nouveaux droits et contre les idéologies de droite et d'extrême droite, les idéologies fascistes racistes, xénophobes et nationalistes. C'est le moment de faire vivre et se développer les principes et valeurs de la charte des Nations unies dont nous fêtons cette année le 80^e anniversaire.

Pour son avenir en France et dans le monde, nous n'avons d'autre chemin que la paix et la justice, comme le déclarait déjà l'Organisation internationale du travail (OIT) dans son préambule en 1919 : « *Attendu qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.* »

Mais la justice implique un cessez-le-feu dans tous les conflits et la réalisation du droit à la paix pour tous les peuples victimes des guerres aujourd'hui, que ce soit en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique ou ailleurs. ■

Reconnaitre l'État de Palestine

Une autre voix juive salue les déclarations du président de la République visant à engager, dans le cadre de l'ONU, le processus de reconnaissance par la France de l'État de Palestine. Après tant de mois d'atermoiements et d'hésitations, il s'agit là d'une sérieuse avancée.

Les massacres de masse commis par le gouvernement israélien se poursuivent à Gaza, hélas sans discontinuer, de même que les exactions des colons dans les territoires occupés de Palestine où règne de notoriété publique un régime d'apartheid. Les propos tenus par la présidence de la République doivent dès à présent et impérativement être complétés par des mesures qui interdisent la poursuite de la politique colonialiste israélienne. En particulier l'intervention au niveau

de l'Union européenne (UE) pour que soit suspendu immédiatement l'accord d'association UE-Israël est indispensable. Faute de semblables actions, on peut craindre qu'il ne s'agisse que de propos dépourvus d'effet immédiat.

Une autre voix juive a milité activement depuis plus de vingt ans pour une paix juste et durable au Proche-Orient fondée sur l'ensemble des résolutions de l'ONU et en particulier la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés d'Israël, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-est comme capitale, et se félicite d'avoir été, avec d'autres forces démocratiques, au premier rang de ce combat.

**OLIVIER GEBUHRER
ET PASCAL LEDERER**
Coanimateurs
d'*Une autre voix juive*

Israël est devenu membre de l'ONU à la suite de la déclaration d'indépendance qui stipule notamment : « *L'État d'Israël (...) développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de*

liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture ; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la charte des Nations unies. »

Cette déclaration oblige non seulement le gouvernement israélien mais les États membres, dont la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle n'a été que trop souvent piétinée, bafouée, par la politique israélienne avec l'indulgence de notre pays et parfois sa complicité directe. C'est encore le cas aujourd'hui, où un gouvernement suprémaciste comportant des ministres ouvertement fascistes assassine avec le soutien direct des États-Unis.

Cette situation doit cesser. Au moment où, au plus haut niveau de la République, on semble vouloir franchir des pas décisifs pour mettre politiquement un terme à un conflit meurtrier et sanglant au Proche-Orient, en respectant les droits fondamentaux des deux peuples palestinien et israélien, l'heure est à décupler la mobilisation de l'opinion démocratique en faveur d'une solution trop longtemps attendue. Une autre voix juive s'y emploiera. ■

TRIBUNE

Vencorex: le pouvoir des salariés au cœur des enjeux

Après la menace de fermeture de Vencorex, la décision gravissime le 10 avril du tribunal de commerce de Lyon vient de décider d'offrir l'entreprise au chinois Wanhuwa, en liquidant au passage 273 emplois. Nombreux sont les syndicalistes, élus, citoyens mobilisés dès le premier jour tandis que l'État n'a pas pris sa responsabilité. Il a refusé dans un premier temps la nationalisation provisoire pour ensuite saboter le projet porté par lessalariés. *L'Humanité* a largement documenté ce scandale!

Dans leur décision, les juges consulaires n'ont pris en compte que le montant du chèque de Wanhuwa de 1,2 million d'euros et l'engagement de 19 millions d'investissement d'ici à 2027, sans examen des conséquences territoriales, humaines et sur notre souveraineté nationale : 2000 postes en avaient 6 000 en amont menacés et la fragilisation de l'activité de la filière chimie, nucléaire, aéronautique et de défense dépendante des productions de Vencorex. Sont ainsi livrés sur un plateau à Wanhuwa les brevets et les procédés industriels de l'entreprise ! Malgré le soutien des élus territoriaux, de banques et d'entreprises qui s'engageaient à participer au tour de table financier, le tribunal s'est obstiné et le gouvernement n'a pas jugé bon d'intervenir pour sauver ce fleuron industriel français.

La situation de Vencorex illustre dramatiquement les conséquences de la désindustrialisation du pays qui peut atteindre un point de non-retour. Le gouvernement doit désormais intervenir en urgence et utiliser le levier de la

**TEXTE
COLLECTIF**

nationalisation transitoire le temps que le projet porté par les salariés puisse aboutir comme le demandent les syndicats CGT et CFE-CGC. Et il doit décréter un moratoire sur les plans de licenciements dans l'industrie.

En outre, deux décisions sont nécessaires pour cesser la liquidation de notre industrie via les tribunaux de commerce.

La première décision, c'est de voter la proposition de loi déjà présentée sans succès, il y a quelques années, par Marie-George Buffet et redéposée en 2023 par le groupe GDR à l'Assemblée nationale « *pour le droit de préemption des salariés en cas de vente de leurs entreprises* ». Cela leur permettrait d'être prioritaires lorsqu'ils souhaitent acheter cette entreprise pour la transformer en coopérative. La société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Vencorex permettrait non seulement aux salariés de devenir copropriétaires, mais également codécisionnaires avec tous ceux - territoires, entreprises de la filière chimique - qui le décideraient. Une gestion démocratique et une fixation sur le territoire sans risque de délocalisation, ni d'OPA. Dans ce cadre, le tribunal de commerce n'aurait pas pu faire le choix de Wanhuwa.

La deuxième décision, c'est de modifier en profondeur la composition des tribunaux

de commerce qui doivent comprendre des salariés et des élus territoriaux et plus seulement un petit cénacle de patrons du commerce. Le montant du « chèque de reprise » ne peut plus être le seul critère. Les conséquences industrielles, sociales, territoriales et écologiques doivent être examinées en priorité, ce que ne font pas les tribunaux de commerce. Les lois protégeant les salariés et les territoires doivent s'imposer aux juges consulaires.

Pour l'entreprise Vencorex, la somme nécessaire à la poursuite de l'activité était au total de 120 millions d'euros. Une somme quasi dérisoire au regard du coût des licenciements, des conséquences sociales et territoriales et du coût écologique.

Dans la loi sur le droit de préemption, il était proposé, avec l'aval de l'intersyndicale de l'épargne salariale, d'affecter au financement des reprises d'entreprises par les salariés non seulement des tours de table des banques solidaires et des territoires, mais aussi des sommes issues de l'épargne salariale. En prélevant seulement 10 % sur les 148 milliards de cette épargne, il serait possible de financer de multiples reprises !

Cessons de laisser la France s'appauvrir sans bruit, exigeons le développement des coopératives ouvrières et des SCIC, lieu d'émancipation, de démocratie, premier nouveau droit des salariés. Organisons une campagne pour obtenir le droit de préemption des salariés, ainsi qu'il est proposé dans le programme du NFP, après de longues années de bataille de la commission nationale économie sociale et solidaire du PCF. Ce serait un premier pas vers l'obtention pour que les salariés disposent de nouveaux pouvoirs d'intervention sur les choix des entreprises comprenant un droit de veto et un droit de contre-proposition avec les moyens financiers permettant de l'exercer. ■

Retrouvez la liste complète des signataires sur humanite.fr

TRIBUNE

PATRICK BOUCHERON

«L'extrême droite, c'est le parti de la défaite»

PROGRESSISME Invité de l'émission *Ça ira !* de l'*Humanité*, le professeur au Collège de France a expliqué sa conception du métier d'historien, son choix d'intervenir dans le débat public. Il plaide pour un optimisme de méthode et invite à poursuivre l'idéal de fraternité entrevu pendant les jeux Olympiques de Paris.

L'historien médiéviste et professeur au Collège de France Patrick Boucheron était l'invité de Benjamin Patinaud, de la chaîne YouTube Bolchegeek, et de la journaliste Mejdaline Mhiri, le 30 avril, dans le cadre de *Ça ira !*, l'émission de l'*Humanité* en direct sur Twitch. L'intégrale de l'entretien est disponible en vidéo sur l'*humanité.fr*.

Pourquoi, Patrick Boucheron, intervenir en tant qu'historien dans le débat public ?

Je suis médiéviste, mais je ne m'enferme pas dans le Moyen Âge. J'ai l'habitude de dire que je suis un historien qui s'intéresse à des problèmes qui se posent depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours. Dans une période ancienne, on peut trouver des ressources d'inventivité, d'intelligibilité et de courage pour penser aujourd'hui. On serait bien en peine de penser l'actualité si on en restait à un présent étiqueté. Notre présent est fait de passés sédimentés. Les choses s'accumulent mais ne s'étagent pas sageusement. Parfois des choses archaïques reviennent. Je suis différemment contemporanéiste. Comme tout le monde, je ne m'intéresse qu'à une chose, à ce que nous allons devenir. Pour ne pas être dupe du présentisme, il faut parfois chercher ailleurs et cet ailleurs, pour moi, c'est le Moyen Âge.

Le Moyen Âge, c'est vaste, c'est mille ans, de la fin des invasions barbares à la découverte des Amériques...

Je travaille sur l'Italie de la fin du Moyen Âge, ce que l'on pourrait appeler la fin de la Renaissance : Léonard de Vinci, Machiavel... Ma période se situe entre la fin du XIII^e et le XVI^e siècle. Cela ne m'autorise pas à raconter n'importe quoi sur l'actualité. J'essaie de ne pas être seulement un commentateur. Il serait bien inconséquent de se contenter d'un savoir situé. Il faut parfois entrer dans l'arène.

Il n'y a pas que les historiens qui parlent d'histoire. Beaucoup s'en emparent, y compris la sphère politique

et la sphère médiatique. Quel regard portez-vous sur ces discours sur l'histoire ?

L'histoire savante, la discipline historique, celle qui s'enseigne, s'écrit et se recherche, n'est qu'une des mises en présent possibles du passé. Elle est savante, elle a ses exigences, elle doit être défendue dans un contexte anti-science. Je la défends dans un contexte de diversité et de pluralité des usages de l'histoire. Les hommes et les femmes politiques articulent un discours sur la société depuis le passé. En fait, ils parlent d'histoire. Il faut s'assurer que tout le monde comprend qu'un discours sur l'histoire n'a pas le même régime de vérité que l'histoire savante. Mais l'histoire savante peut être aussi populaire. Elle peut être accessible. Je fais des émissions de télé et de radio. Mon livre qui a eu le plus d'impact social et politique est *Histoire mondiale de la France*, que j'ai dirigé en 2017. L'objectif était de faire une histoire collective, polyphonique, ouverte, diverse, peuplée et entraînante. C'est-à-dire pas un travail qui n'intéresserait que les spécialistes, mais un travail pour tout le monde. On a besoin de passeurs, de journalistes... Les historiens et les historiennes de métier, pas tous, pas toutes, ceux qui ont l'envie et l'énergie de le faire, peuvent s'adresser directement à tous et toutes.

Ce n'est pas une histoire figée...

Oui, c'est cela. C'est marrant, mais il y a beaucoup de gens que cela inquiète quand on leur dit que l'histoire évolue. S'il s'agissait de réciter quelque chose d'immuable et d'éternel, on n'aurait pas besoin de nous. Pourquoi sommes-nous si nombreux dans l'enseignement supérieur ? Si on cherche, c'est parce que l'histoire est une discipline vivante. Elle évolue comme la médecine. Vous ne vous sentiriez pas très à l'aise si vous alliez chez un médecin qui vous soignait comme Claude Bernard (1813-1878). C'était un grand médecin. Mais si votre médecin vous soignait avec les techniques et les savoirs de la médecine de Claude Bernard, c'est-à-dire d'il y a cent ans, vous ne seriez pas très à l'aise. L'histoire, c'est la même chose, c'est un savoir vivant.

À propos de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris, comment avez-vous fait face à cette responsabilité

de donner une image de la France et de son histoire à un moment précis ?

À un moment précis, et crucial. Vous dites responsabilité, et c'était vraiment une responsabilité presque écrasante. Elle donnait plein de raisons de refuser...

C'est Thomas Jolly qui vous l'avait proposé ?

Oui. C'est Thomas Jolly. Tout est un peu révolutionnaire dans son attitude. D'abord, le fait de mêler dans une même cérémonie le protocole, la parade des athlètes et le spectacle. Ensuite, de travailler ensemble les cérémonies d'ouverture et de clôture des JO et des Paralympiques. Puis de demander à quatre auteurs et autrices, Leïla Slimani, Fanny Herrero, Damien Gabriac et moi-même, de l'accompagner tout du long. C'était notre projet. Je n'étais pas seulement l'historien de la bande.

Ensemble, vous étiez une vraie bande...

Oui, une vraie bande, coauteuses-coauteurs. Ce n'était pas facile. « Ça ira » était notre cri de ralliement, mais pour se motiver et se rassurer, car ça n'allait pas du tout (sourire). La réception a été globalement favorable mais, vous savez, cela se joue à rien.

Vous pensez ?

Ma crainte n'était pas de se faire attaquer. C'était d'être juste insignifiant. Je pense qu'on n'a pas été insignifiants. On a dit quelque chose.

Vous vous doutiez que vous lâchiez une petite bombe ?

Qu'elle allait autant faire parler dans le monde ?

Oui. Ce n'est pas une cérémonie controversée. C'est une cérémonie qui a été attaquée. Quand on vous dit : Trump, Orban, Poutine et Elon Musk vous attaquent... Eh bien, tant mieux et heureusement.

S'ils vous avaient dit « bravo » ?

« Bravo », on n'y pensait pas vraiment. On a beaucoup travaillé. Ce n'est pas facile. On ne voulait pas faire la leçon au monde. Aujourd'hui, en France, on est autorisés à faire un discours sur quoi ? Sur notre manière de gérer le legs colonial ? Sur la laïcité ? Sur la liberté ?



PHILIPPE LABROSSE

ENTRETIEN

Dans la cérémonie d'ouverture, il y avait bien sûr Paris, le décor et la fête. Il y avait la culture populaire. À un moment donné, on s'est dit que, ce que l'on pouvait faire passer, c'est que Paris est une ville où les femmes les hommes peuvent boire des coups en terrasse et s'aimer comme ils le veulent. La liberté des corps, la liberté d'aimer, la diversité des corps, la diversité des sexualités. Tout cela pouvait se donner à voir.

Tout s'est bien passé finalement. On disait « Ça ira », et ça a été. Les gens l'ont bien compris. Pour moi c'est une expérience bouleversante et très politique. Il n'était pas prévu qu'elle intervienne dans un contexte de bascule. Après les européennes et jusqu'aux législatives, cette cérémonie aurait pu avoir un sens différent dans un autre contexte politique. La manière dont on l'a vécue après le second tour des élections législatives oriente notre souvenir. D'une certaine façon, sans doute un peu idéaliste, s'est donnée à voir une France qui ne se donnait pas encore au Rassemblement national.

«La situation politique actuelle est la conséquence, du fait qu'on ne tire pas les leçons de ce qu'on vit et de ce qu'on ressent.»

traîner les choses, de vivre des trucs comme le Covid sans en tirer les leçons, on finit par en payer le prix. La situation politique actuelle est aussi la conséquence de nos conséquences, du fait qu'on ne tire pas les leçons politiques de ce qu'on vit et de ce qu'on ressent. Si tout le monde est d'accord sur le fait qu'on vit mieux comme cela, avec cet état d'esprit, alors faisons-le.

Fabien Nury, le créateur de la série *Paris police 1900*, met en avant les progrès depuis cette époque et se dit « antinostalgique ». Êtes-vous antinostalgique ?

De cela, on fait quoi ? On ne l'a pas rêvé, on l'a vu. On a vu : la puissance publique pacifiée, cela marche mieux. On a vu les services publics qui fonctionnent. Davantage d'agents pour accueillir dans les gares, cela marche mieux. On l'a vu. Qu'est-ce qu'on en fait aujourd'hui ? Ce qui a été dit a été dit, il reste aujourd'hui à en faire quelque chose collectivement. Si on pense qu'il y a quelque chose à faire, il faut le faire maintenant. À force de laisser

Tout à fait. L'extrême droite, c'est le parti de la défaite. Dès qu'il y a quelque chose qui marche quelque part, elle n'a rien à en dire. Elle prospère sur la certitude, au fond, que c'est déjà foutu. Toute la difficulté pour une pensée progressiste est de sauver ce qui n'est pas compromis dans l'idée de progrès. Il y a des progrès sociaux, des progrès médicaux... Mais tout cela risque d'être compromis par la catastrophe écologique en cours. Elle met en cause l'idée même scientifique et technique de progrès humain. Ce n'est pas si évident d'être progressiste aujourd'hui. Où est le progrès ? Je pratique un optimisme de méthode.

C'est-à-dire ?

Non seulement cela ne sert à rien d'être pessimiste ; mais, pire, si cela nous désarme ou si cela nous décourage, cela profitera à plus méchant que nous. Par méthode, il vaut mieux penser que ce n'est pas foutu et qu'il nous reste du temps. Pas tout le temps, mais encore du temps. J'ai écrit un livre qui s'appelle *le Temps qui reste* (2023). Il reste un peu de temps. On doit se rendre serviable au temps qui reste.

On renvoie souvent aux militantes féministes que cela va quand même mieux qu'avant, que le progrès irait de soi presque automatiquement et que cela ne sert à rien de lutter. Le progrès ne va pas de soi. On est bien d'accord ?

On est bien d'accord. L'exemple que vous prenez est fondamental. C'est la question des luttes féministes et même des épistémologies féministes qui, pour moi, font penser toute la pensée. Il y a quelque chose de profondément pernicieux dans l'idée de backlash, cette idée qu'on a été très loin et qu'il y a un retour de balancier. Ah bon, on a été très loin dans le mouvement MeToo en France ? Non, cela ne fait que commencer. Cela serait bien inconséquent de dire maintenant : « On retourne dans nos pénates » et de reconnaître qu'il y a eu des excès. Mais pas du tout. C'est très lié à la situation américaine. Si on n'y prend pas garde, la petite musique de Trump, qui prétend qu'on a été bien loin dans le « wokisme », va – c'est bien regrettable – s'imposer de manière insidieuse et lancinante. C'est une plaisanterie. Le camp démocrate a été battu parce qu'il ne s'est pas défendu sur ses valeurs.

Il ne faut pas dire : « C'est bien, il y a des droits acquis et vous avez obtenu beaucoup de choses. » Il y a quelques semaines, j'ai interrogé Michelle Perrot, la grande historienne du mouvement ouvrier et du féminisme. Elle dit : « Je ne dis pas que les droits acquis le sont pour toujours, je dis qu'on arrive toujours à rejoindre l'endroit de progrès qu'on a atteint à un moment donné. Il y a des reflux mais ce qui est gagné à un moment donné n'est pas perdu, on le retrouvera. » C'est ce que j'appelle l'optimisme de méthode.

Nous avons l'habitude de terminer cette émission sur une recommandation culturelle. Quelle est la vôtre ?

Une version restaurée du *Joli Mai* (1963), de Chris Marker, ressort au cinéma. Ce cinéma-vérité brossé le portrait de Paris en mai 1962 par temps de paix, après les accords d'Évian. Il demande très longuement aux gens comment ils vont et comment ils vivent. On voit des ouvriers, des boursicoteurs, un ouvrier algérien, un immigré du Dahomey (actuel Bénin)... Yves Montand fait la voix off. En regardant ce film, on se dit : « Ce n'est pas possible, ces gens-là ne pensent qu'à eux et à leur bonheur individuel. Ils donnent l'air d'être totalement dépolitisés. Ils ne veulent pas entendre parler de politique. » On pense évidemment à Mai 68 et on se dit que les mois de mai ne se ressemblent pas. En fait, on comprend à un moment donné que ce qu'on prend pour de l'indifférence est de la pudeur. Ces gens, en particulier quand ils sont humbles, n'ont pas envie de parler de politique devant une caméra. À la fin, quelque chose se trame, une inquiétude qui est la nôtre aujourd'hui. Ce film est saisissant. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MEJDALINE MHIRI ET BENJAMIN PATINAUD, RETRANSCRIT PAR PIERRE-HENRI LAB

**LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL
DUCOIN**


MAGALI BRAJARD

Manœuvre(s)

QUESTIONS «Quand tu ne sais répondre à une question, réponds par une autre question !» Le vieil adage, qui a sorti de l'embarras bien des éditocrates, vient de trouver une traduction politicienne bien singulière. Nous savions depuis des décennies que François IV était obsédé par la tenue des finances publiques, thème qu'il porta jadis lors de trois campagnes présidentielles. Alors que les Français souffrent socialement, et qu'ils se disent mobilisés par le pouvoir d'achat, les retraites, voire l'idée d'une meilleure représentation démocratique par l'introduction de la proportionnelle aux législatives, le premier sinistre, incapable de répondre à ces questions, a sorti de son chapeau un tout autre sujet, comme s'il voulait partager son obsession, sinon l'imposer à tous les citoyens. Ainsi vient-il d'annoncer, dans les colonnes du *Journal du dimanche*, détenu par Vincent Bolloré, qu'il envisageait la convocation d'un référendum afin que les Français approuvent une baisse drastique de la dépense publique. Les mots de François IV sont assez clairs : «Il faut un plan complet de retour à l'équilibre», prévient-il. D'ici quelques années, «le seul service de la dette - c'est-à-dire les intérêts annuels - pourrait atteindre 100 milliards d'euros», alerte-t-il, soit les «budgets de l'Éducation nationale et de la Défense réunis». La ficelle est énorme...

NORMALITÉ François IV veut que les Français adoptent par référendum un «plan de réformes» qui ressemblerait à s'y méprendre à un projet de loi de finances. Coup de bluff ou coup de force contre la représentation nationale, sachant qu'en République la normalité consiste à ce que ce soit l'Assemblée nationale

qui vote le budget ? Et pourquoi pas une forme d'impuissance, face à un sujet qui le dépasse ? D'où la pirouette, puisque jamais les Français n'auraient imaginé un jour être consultés sur ce sujet.

Car l'idée surréaliste du premier sinistre serait donc de faire avaliser par le peuple lui-même un plan de super-austérité... dont il serait la première victime. Aussi entend-il revenir, à l'horizon de quatre ans, «sous la barre des 3 % (du PIB) de déficit». Il était de 5,8 % l'an passé. Pour cela, l'économie à réaliser est de l'ordre de «40 milliards» d'euros, projette-t-il en partie en révisant à la baisse les effectifs de fonctionnaires, proposition qu'il assume. En ligne de mire, également, la Sécurité sociale. Pour mémoire, lors de sa déclaration de politique générale en janvier, François Bayrou avait estimé que la moitié du déficit de l'État était imputable au système de retraite.

DOXA Résumons le programme : des mega coupes budgétaires dans les services publics et les prestations sociales, voire une hausse de la durée du travail, et évidemment rien sur la maudite réforme des retraites. En soumettant ce plan à un référendum, François IV ne vise rien de moins qu'à obtenir l'adhésion des Français à un processus inique et global qui demandera des efforts à tout le monde. Ou comment transformer un acte démocratique - un référendum - en une puissante entreprise idéologique dont le seul but reste de promouvoir la doxa libérale auprès des Français. N'en doutons pas : la manœuvre politique est impressionnante... et peut impressionner. Difficile d'imaginer l'adhésion des Français à une cure d'austérité sans précédent, alors que ces derniers restent opposés à 68 % à la réforme qui les oblige à travailler deux ans de plus. Puisque chacun y va de son idée, voici celle du bloc-noteur : en quatre décennies, en France, 10 % de la valeur ajoutée est passée du travail au capital. L'un des casses du siècle les plus monumentaux, puisqu'il représente quelque 300 milliards d'euros ! En somme, la part revenant aux salariés a chuté progressivement dans le pays. Selon l'Insee, elle était de 75 % au début des années 1980, elle stagne désormais autour de 65 %. N'importe quel spécialiste un peu sérieux vous le dirait : la répartition de la valeur ajoutée entre le capital et le travail constitue un enjeu économique et politique fondamental, un choix de société. Et si on organisait un référendum ? ■

François IV, ou le coup du référendum.

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à l'Humanité,
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Leçon apprise

Roger Pantalacci

Castelnau-le-Lez (Hérault)

J'ai 90 ans. En 1942, le maître du CP nous imposait de chanter *Maréchal nous voilà* avant sa leçon. En 1945, les adultes disaient : «Plus jamais ça !» Ils disparurent sans savoir que jamais n'est pas français. J'apprends que l'armée, dont j'ai porté l'uniforme durant trente mois, a commis des atrocités pour conquérir l'Algérie. J'apprends que des établissements d'enseignement privés étaient des bagnes pour enfants.

J'apprends que le président du conseil général concerné n'est pas intervenu. J'apprends que la candidate à une élection présidentielle, qui obtint 40 % des suffrages, est condamnée pour détournement de fonds publics. J'apprends encore que des chaînes de télé de propagande continue lui ouvrent leur antenne pour qu'elle explique que les coupables sont les magistrats qui l'ont condamnée. J'ai assisté à la diatribe d'un énergumène, à l'Assemblée nationale, accusant d'indignité un «quarteron» de

magistrats. «Quarteron» n'était pas innocente. Le général de Gaulle l'utilisa pour désigner les généraux factieux qui tentèrent de renverser la République lors du putsch d'Alger en 1961. Factieuse la justice du peuple français ? On va où là ? Une justiciable est une justiciable. La présidente de l'Assemblée nationale doit exercer son rôle de gardienne de la dignité du peuple français bafouée dans l'indépendance de sa justice. Mon portefeuille contient deux cartes raccourcies de ma citoyenneté. L'une assortie de la honte.

COURRIER

Durant trente mois, j'ai revêtu un uniforme souillé par la colonisation. Ancien combattant, je bénéficie d'une demi-part supplémentaire et de quelques euros tous les six mois. L'autre assortie du mérite. Cadre principal honoraire je voyagerais gratuitement si ma santé le permettait. Quatre-vingt-dix ans, c'est long et c'est court. J'ai vu partir beaucoup de gens, dont l'un de mes enfants. Je les rejoindrai incessamment. Je forme le voeu que mes enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants soient préservés de cette engeance. ■

ANNONCES CLASSÉES

Passez votre annonce dans l'Humanité + l'Humanité magazine + www.humanite.fr

Contactez
- Laure Thierry
01 49 22 74 89
laure.thierry@comediance.fr



Vacances

VOYAGES
EN PARTENARIAT AVEC TLC

Circuit les îles de la Mer Égée Orientale
06 au 15 octobre 2025 (10 jours/09 nuits)
Une découverte de ces îles préservées et bénies des dieux entre Grèce et Turquie.



Prix ttc : dès 3055 € /pers (20 pers minimum)

Détails du programme, informations et réservations sur demande

LVJ/TLC
02 79 01 02 68 contact@lvj-voyages.com

Divers

LM
Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS



Votre LOGO

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...



MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au
02 32 18 07 70
LMcommunication.com



Mai 1945. Sur ordre du général de Gaulle, le Lutetia accueillera quelque 18 000 rapatriés. AFP

Le retour des rescapés des camps

SECONDE GUERRE MONDIALE En France, entre avril et août 1945, la plupart des déportés survivants rejoignent Paris, où ils sont pris en charge à l'hôtel Lutetia, réquisitionné par le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés.

Lafin de la Seconde Guerre mondiale se caractérise par des flux de circulation puis des migrations sans précédent en Europe. À partir de janvier 1945, l'avancée de l'Armée rouge conduit les Allemands à évacuer des dizaines de milliers de détenus des camps de concentration de l'Est vers les camps situés sur le territoire allemand, dans le cadre des marches de la mort.

Après la paix, signée en mai 1945, des mouvements de population de grande ampleur commencent : civils allemands installés dans les territoires reconquis qui cherchent à rejoindre l'Allemagne, prisonniers de guerre, requis du travail obligatoire, enfants isolés, déportés, qui cherchent à rejoindre leurs pays

d'origine. Les déportés français – un terme qui recoupe de nombreuses situations, entre les résistants, les otages, les juifs et les droits communs – ne constituent donc qu'une partie des individus sur les routes européennes à la fin de la guerre.

Le rapatriement des déportés n'est ni immédiat ni structuré. Il dépend notamment des zones dans lesquelles ils se trouvent. Dans les zones sous contrôle américain et britannique, la crainte des épidémies conduit d'abord les Alliés à consigner les déportés dans les camps en attendant que la situation sanitaire soit sous contrôle. Avant leur rapatriement – qui n'est pas considéré comme prioritaire par le Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force (quartier général des forces alliées en Europe nord-occidentale) qui privilégie alors le retour

des prisonniers de guerre –, beaucoup de déportés sont pris en charge par des organisations humanitaires comme la Croix-Rouge ou l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration.

Le manque de transports (infrastructures et essence) complique les rapatriements. De nombreux déportés français cherchent à rentrer en France par leurs propres moyens (camions, bus, trains, vélos), d'autres bénéficient de vols directs organisés par l'aviation alliée. Ils empruntent divers itinéraires avant d'être acheminés vers des structures d'accueil sur le sol français. Dans la zone soviétique, le processus de retour des déportés est extrêmement long, comme le raconte l'écrivain juif italien Primo Levi dans son roman *la Trêve* (1963). Beaucoup de déportés effectuent un périple à travers l'Europe centrale et

HISTOIRE

orientale, avant de rejoindre le port ukrainien d'Odessa d'où ils embarquent dans des bateaux pour diverses destinations, notamment Marseille.

Une fois arrivés sur le territoire français, la plupart des déportés rejoignent Paris, où ils sont pris en charge à l'hôtel Lutetia, réquisitionné par le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés entre avril et août 1945. Sur place, tous ne vivent pas la même expérience. Certains se souviennent avoir été choyés et dorlotés par les infirmières et acteurs de la prise en charge. D'autres ont très mal vécu les interrogatoires de police auxquels les déportés de retour sont soumis, pour déceler les « faux déportés ». Le Lutetia accueille aussi des étrangers, notamment les républicains espagnols faits prisonniers en 1940 et déportés à Mauthausen, les résistants polonais arrêtés en France ou encore les enfants juifs du camp de Buchenwald.

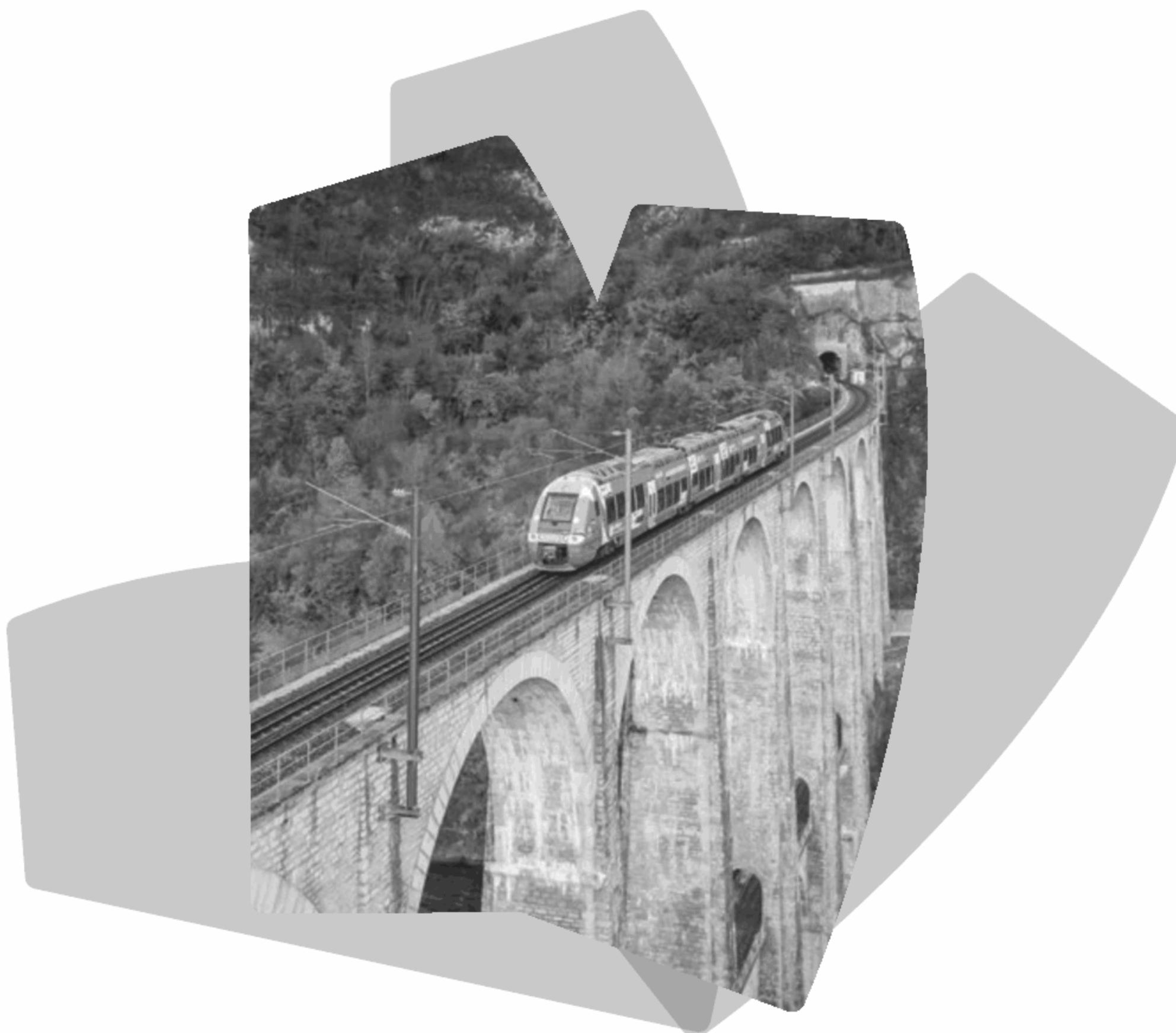
Très vite, nombreux cherchent à savoir ce que sont devenus les membres de leur famille qui ont eux aussi été déportés. Commence alors une longue période d'espoir puis, très souvent, de désespoir face à la réalité, en particulier pour les juifs : sur environ 165 000 personnes déportées depuis la France – dont 76 000 juifs –, 48 000 sont rapatriées. Parmi celles-ci, seules 3 000 sont juives, ce qui illustre la nature fondamentalement différente de leur déportation, qui avait pour objectif l'extermination. Pourtant, la spécificité de leur sort va longtemps être invisibilisée dans la mémoire collective française – ou plutôt englobée dans le terme de « déportation » –, dans une France où l'on va essentiellement célébrer les déportés résistants.

CEUX QUI SOUHAITENT PARLER NE SE SENTENT PAS ENTENDUS

Une fois remis sur pied, les déportés cherchent à recommencer à vivre et rejoignent, quand ils le peuvent, leur famille. Beaucoup d'entre eux sont alors confrontés à un décalage entre leur situation, celle de leur famille et celle la société française dans son ensemble. Le territoire métropolitain est en effet libéré depuis plusieurs mois quand rentrent les déportés. Ceux qui souhaitent parler ne se sentent pas entendus, en particulier face à des Français qui estiment avoir souffert eux aussi et qui ne sont pas toujours prêts à entendre leurs récits glaçants. La parole des déportés est donc circonscrite aux associations d'anciens déportés et aux commémorations qu'ils organisent, des espaces où ils se comprennent et se soutiennent. La mémoire se diffuse ensuite dans diverses strates de la société, notamment le monde intellectuel. Il faut toutefois attendre le procès Eichmann, en 1961, pour que « l'ère des témoins » commence. Le discours de Jacques Chirac en 1995 qui reconnaît la responsabilité de l'État français dans la déportation des juifs de France, lors de la cérémonie nationale commémorant la rafle du Vél' d'Hiv de juillet 1942, constitue enfin un jalon majeur de la mémoire de la Shoah en France. ■

ZOÉ GRUMBERG
HISTORIENNE

**Connecter les territoires,
c'est plus qu'une mission.
C'est notre métier.**



Avec près de 28 000 km de lignes et 3 000 gares,
la SNCF est présente sur tout le territoire.
Chaque jour, nos équipes assurent **la mobilité de millions**
de voyageurs et le transport de marchandises.

**Retrouvez nos engagements et nos offres
sur emploi.sncf.com**





l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ADRESSE : 18, RUE D'ENGHIEN, PARIS-X.
Télé. : FR 35-22 Chaque journal : 24-35
12 francs. Poids : 50-60
40 ANNEES (janvier 1904-avril 1945) 1 Fr. 50

MERCREDI
9 MAI 1945

FONDATEUR : JEAN JAURES
RÉDACTEUR EN CHIEF : VAILLANT-COUTURIER
VÉRIFICATEUR : MARCEL CACHIN
DIRECTEUR : MARCEL CACHIN
RESPONSABLE DE LA PRESSE

Printé du Bureau d'impression : 146

Victoire !

a clamé, toute la journée d'hier, le peuple de Paris en célébrant *le triomphe militaire des nations unies sur l'hitlérisme*

Dans les cortèges innombrables, dans les meetings improvisés, partout s'affirmait **LA VOLONTÉ D'ÉCRASER LES RÉSIDUS DU FASCISME**

D'un bout à l'autre du pays, un cri unanime : Bazzaine-Pétain au poteau !

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

